

**RAPPORT FINAL INTERVENTION
MLI 16 049 11 LCIANK – LUTTE CONTRE
L’INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA
MALNUTRITION AU NIVEAU DE LA
REGION DE KOULIKORO.**

FICHE D'INTERVENTION	4
PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES	5
1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION ...	5
1.1 CONTEXTE	5
CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	8
2 RESULTATS ATTEINTS	9
2.1 MATRICE DE MONITORING	9
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	14
DURABILITE.....	25
APPRENTISSAGE.....	27
2.3. ENSEIGNEMENTS TIRES	27
2.4. RECOMMANDATIONS	27
PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL). 29	
1 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL.....	29
2 DEPENSES	31
3 TAUX DE DECAISSEMENT DE L'INTERVENTION.....	31
4 PERSONNEL DE L'INTERVENTION	31
5 MARCHES PUBLICS	35
6 CONVENTIONS DE SUBSIDES.....	39
7 MATERIELS ET QUIPEMENTS	40
7.1 LISTE SIMPLIFIEE DES MATERIELS, EQUIPEMENTS ET PROPOSTION DE REPARTITION	40
7.2 LISTE DES MATERIELS, EQUIPEMENTS ET PROPOSTION DE REPARTITION	45
8 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRÉ DU DTF :	51
9 MATRICE DE MONITORING COMPLÈTE.....	55

ACRONYMES

AREPK	Appui au Renforcement de l'Economie Pastorale dans la Région de Koulikoro
ADR	Agence de Développement Régional
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ASACO	Association de Santé Communautaire
ASC	Agent de Santé Communautaire
ATN	Assistant Technique National
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
BC	Banque de Céréales
BCV	Banque de Céréales villageoise
HEA	Enquête sur l'Economie de Ménages
LCIANK	Lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans la Région de Koulikoro
CCOCSAD	Comité Communal de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CLOCSAD	Comité Local de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CG	Comité de Gestion
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CS Réf	Centre de Santé de Référence
CSA	Commissariat à la sécurité alimentaire
CSC om	Centre de Santé Communautaire
CT	Collectivités Territoriales
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
ENSAN	Enquête National de sécurité alimentaire et nutritionnelle
HAMS	Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire
I.O.	Intervention Officer
M&E	Monitoring et Evaluation
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
OPA	Organisation des Producteurs Agricoles
OPC	Organisation de Producteurs céréaliers
OPM	Organisation de producteurs Maraichers
P2RS	Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel
PolNSAN	Politique Nationale de Sécurité Alimentaire
PDESC	Programme de Développement Economique Social et Culturel
PMH	Pompe à Motricité Humaine
RNA	Régénération Naturelle Assistée
SAP	Système d'Alerte Précoce
SCAP-RU	Système Communaux d'Alerte Précoce et Réponses aux Urgences
SLACPN	Service de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
SLDSES	Service Local du Développement Social et de l'Economie Solidaire
SMART	Enquête nutritionnelle
UGP	Unité de Gestion du Projet

Fiche d'intervention

<p>Décrivez votre appréciation générale de l'intervention.</p>	<p>Décrivez votre appréciation générale de l'intervention.</p>
<p>L'appréciation est globalement favorable pour l'ensemble des volets.</p> <p>L'amélioration de la capacité des acteurs institutionnels est une activité utile et appréciée dans son volet infrastructures structurantes.</p> <p>L'Intervention LCIANK s'est montrée efficace pour les périmètres opérationnels et très appréciés, ainsi que les points d'eau.</p> <p>Concernant les services de base, il est important de signaler l'amélioration significative des indicateurs sanitaires de base ;</p> <p>Une des avancées majeures est le développement des mutuelles de santé. A la différence des autres activités, l'avenir de ce volet est mieux assuré, grâce à l'intégration des mutuelles dans un réseau national et le soutien des mairies dans les communes où elles sont implantées.</p> <p>De façon plus générale, pour le futur, le programme CEDI, au travers de ses deux volets peut être considéré comme une référence pour toute nouvelle action de résilience et de développement en direction des éleveurs de cette partie du Sahel, comme promoteur du développement humain. Il propose en effet une vision cohérente d'un avenir meilleur pour une population cantonnée jusqu'à présent à des pratiques et un environnement encore peu porteur d'une dynamique de mieux être, propre à alimenter les aspirations légitimes des populations d'agropasteurs.</p>	<p>La compréhension de l'importance de la prise en compte de la sécurité alimentaire dans les plans et stratégies de développement communal par les collectivités territoriales est l'un des résultats significatifs de l'intervention. En effet, aux dires des maires concernés, avant l'intervention, ils considéraient que la sécurité alimentaire et nutritionnelle se limitait à la distribution des vivres aux ménages vulnérables.</p> <p>La protection sociale à travers les mutuelles de santé améliore la prise la charge des cas de maladies et potentialise des effets des autres actions sur l'amélioration des conditions de vie des populations.</p> <p>Des synergies et complémentarités développées par les partenaires de mise en œuvre ont des acquis tangibles qui contribuent à la réduction de la malnutrition et à l'amélioration du score de diversité alimentaire.</p> <p>La collecte des informations à la base et leur remontée au niveau central dans le cadre du Système d'alerte précoce est devenue une réalité ; réconfortant ainsi la participation des communautés à l'alimentation des réflexions au niveau central pour une prise de décisions objective.</p> <p>Les collectivités territoriales se sont appropriées les investissements structurants et ont délégué leur gestion aux organisations des usagers. Aujourd'hui, ces collectivités affirment avoir acquis les fondements de la maîtrise d'ouvrage communale et vont œuvrer à rendre durables ces investissements réalisés.</p>
<p>Notez votre appréciation générale de l'intervention</p>	
<p>Très satisfaisant</p>	<p>Très satisfaisant</p>
<p>Fonctionnaire exécution nationale</p>	<p>Fonctionnaire exécution Enabel</p>
	

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

1.1.1 Contexte général

Depuis une décennie, la situation sécuritaire dans toute la bande sahélienne est restée fort précaire avec des crises répétitives. Au cours de la période de mise en œuvre de l'intervention, le Mali a connu deux coups d'Etat et une crise sanitaire au covid'19. Des forces des nations sont venues au secours du pays avec en tête, les forces françaises « Barkhane ». Cette force s'est retirée du Mali en fin d'année 2021.

Au cours de la période sous revue, il a été observé une augmentation d'attaques terroristes dans le Centre du pays et plus particulièrement aux frontières avec les pays voisins de l'Est (Burkina Faso et Niger) dans les localités de la « *Zone des trois frontières* ». Faut-il le signaler, au Centre du pays l'insécurité est également liée à des rivalités intercommunautaires.

Au cours de la période sous revue, des localités, majoritairement situées dans la partie septentrionale de la région de Koulikoro ont connu des attaques à mains armées rendant persistant un climat de psychose d'insécurité. Certains axes routiers subissent des braquages de véhicules de transport et/ou de services ; les axes Kolokani-Nara et Nara-Guiré sont en sont les plus concernés.

D'une manière générale, l'administration publique est en place, sauf dans quelques localités où les groupes terroristes s'attaquent aux symboles de l'Etat central et les écoles publiques. Il s'agit des communes du cercle de Banamba (communes de Sebete et Toubacoro) et du cercle de Nara (commune de Guiré et Dilly).

L'environnement institutionnel a été aussi marqué par l'instabilité politique au sommet de l'Etat marqué par un deuxième Coup d'Etat en l'espace de moins d'un an et qui a conduit à la mise en place d'un nouveau Gouvernement de Transition, le 15 septembre 2021. Alors que le précédent gouvernement avait donné une Charte de la Transition assortie d'une date pour sa fin ; le nouveau Gouvernement a dit conditionner la fin de la Transition aux recommandations des Assises Nationales pour la Refondation de l'Etat tenues au cours du dernier trimestre de l'année et qui ont proposé une prorogation de 6 mois à 5 ans. Cette durée n'a pas été acceptée par les autorités de la CEDEAO qui ont alors imposée des sanctions économiques au Mali sous forme d'embargo hormis les produits de première nécessité.

Les mouvements sociaux se sont poursuivis sous forme de grèves des différents corps professionnels avec des revendications diverses. C'est ainsi qu'on y retrouve le corps des enseignants et celui des fonctionnaires des banques et assurances. Ces mouvements génèrent des tensions d'insatisfactions sociales des populations vis-à-vis de l'Etat central.

Malgré ce contexte peu luisant, d'une manière générale, l'administration, les collectivités territoriales et tous les services déconcentrés et chambres consulaires ont poursuivi leurs missions régaliennes et ont facilité la mise en œuvre des programmes et projets de développement en cours notamment à travers la tenue des cadres de concertation à différents niveaux. Il faut noter que ce sont ces cadres de concertation qui donnent des orientations stratégiques du développement local.

Les interventions du programme bilatéral belge ont fait preuve d'agilité et ont adopté un processus d'échange d'informations avec les autorités locales pour adapter les conditions d'exécution des missions de terrain au contexte sécuritaire des localités concernées. Ainsi, la poursuite de l'offre de services aux citoyens par les projets et programmes de développement, les services déconcentrés, les chambres consulaires et les organisations de la société civile participe au raffermissement de la quiétude de la population. C'est à ce titre que les interventions de la Belgique sont saluées par les plus Hautes Autorités de la Région de Koulikoro pour leur constance dans le temps et dans l'espace au service des populations.

Le contexte général a été aussi marqué, dans une moindre mesure, par la pandémie

Covid-19 dont le taux de contamination a été stable au cours de la période sous revue. Mais son impact potentiel sur les conditions socio-économiques des ménages ruraux vulnérables demeure important et pourrait anéantir les progrès enregistrés dans l'amélioration des moyens de subsistances de ces derniers ainsi que leurs stratégies de vie et de survie. Par ailleurs cette pandémie a affecté les activités de renforcement des capacités à cause des mesures administratives d'interdiction des regroupements humains importants dans le cadre des mesures de riposte (à covid-19).

Les actions des interventions ont intégré le Plan d'Action du Gouvernement de Transition et sont suivies périodiquement au Haut niveau. Ce qui dénote une appropriation de ces actions par les pouvoirs politiques.

1.1.2 Contexte institutionnel

Le 18 août 2020, un putsch a eu lieu dans un contexte de manifestations et de contestations du pouvoir depuis juin 2020. Celles-ci sont menées par le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) contre la guerre et des irrégularités supposées lors des élections législatives de mars-avril 2020.

Le nouveau gouvernement mis en place n'a pas changé l'encrage institutionnel de l'intervention.

Un autre coup d'État commence le 24 mai 2021, lorsque l'armée malienne capture le président du pays, Bah N'Daw, le Premier ministre, Moctar Ouane, et le ministre de la Défense désigné, Souleymane Doucouré. Un nouveau gouvernement dit « de Transition » est mis en place et le ministère en charge de l'élevage devient un ministère délégué au sein du

1.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Ateliers de validation de la Baseline et d'internalisation des interventions.

Dans un élan de proactivité, l'équipe Enabel du Nouveau programme de coopération à Koulikoro a débuté par des ateliers de définition des situations de référence (matrice des indicateurs de suivi & évaluation). Ce processus a pris fin en décembre 2017 et la matrice de suivi évaluation de l'intervention a été validée par le Comité de pilotage en sa session du 13 mars 2018.

Par la suite, sous la gouvernance de la Coordination du programme et de l'unité de direction du LCIANK, un certain nombre d'ateliers ont été organisés dans les 3 cercles de couverture pour partager avec les acteurs institutionnels locaux et les bénéficiaires la stratégie d'intervention et la planification opérationnelle ; il s'agit notamment des ateliers suivants :

- Atelier de mise à jour de la planification opérationnelle et financière 2018 avec les services techniques régionaux (atelier de Fana : 20 et 21 mars 2018) ;
- Ateliers de démarrage du programme au niveau des cercles de Kolokani, Banamba, 05 Avril 2018 et 13 Avril 2018 ;
- Atelier sur la mise à niveau sur les principes de gestion administrative, financière et logistique avec les RAF des ONG belges, le 05 Avril 2018 ;
- Rencontre de démarrage des activités avec les ONG de mise en œuvre du LCIANK, le 27 Mars 2018 ;
- Atelier de cadrage stratégique de l'intervention pour une internalisation de ses actions par tout le personnel de mise en œuvre (Enabel, ONG partenaires, Services techniques déconcentrés, Collectivités et Administrations, Société civile), Kolokani, le 19 Avril 2018

Etant donné que l'intervention LCIANK est mise en œuvre dans un cadre multi acteurs, avant son démarrage il a fallu conduire un processus d'élaboration des conventions de subsides avec les partenaires.

Ce processus d'élaboration des projets de conventions de subsides a requis un temps relativement long compte tenu des exigences du bailleur. A cet effet, une mission du siège a été envoyée au Mali en décembre 2017 et a permis d'accélérer ce processus. Par la suite, les conventions de subsides ont été finalisées et signées le 14 Mars 2018 pour leur mise en œuvre effective.

L'intervention LCIANK fonctionne sous deux modalités de gestion : la régie qui couvre six conventions de subsides mises en œuvre par des ONG de Belgique et l'IMF CAECE-Jigiseme, chacune dans son domaine de compétences ; et la cogestion qui couvre essentiellement les actions d'appui aux collectivités territoriales et la coordination de l'intervention.

La gestion des subsides par les ONG et l'IMF suit des règles bien décrites dans les conventions ad hoc avec un rythme trimestriel de rapportage narratif et financier.

Le mode de cogestion est sous la responsabilité de la tutelle qui est le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) ; celui-ci désigne un ordonnateur pour faciliter le processus de gestion administrative et financière en partenariat avec le Représentant résident de Enabel qui assure le rôle de co-ordonnateur.

L'intervention s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en lien avec le CREED et développe des partenariats et des synergies avec d'autres projets à objectifs similaires et qui s'exécutent dans la région de Koulikoro, à savoir Solidarité Plurielle CARITAS Mali et World Vision.

Les indicateurs de suivi et évaluation de l'intervention sont alignés sur les systèmes nationaux notamment le Cadre harmonisé, les enquêtes SMART, l'ENSAN et le Service d'Alerte Précoce (SAP).

Assurée par Enabel, la coordination du LCIANK veille sur l'opérationnalisation des synergies et complémentarités entre les différentes ONG de mise en œuvre et aussi avec d'autres acteurs tels les services techniques.

Des actions de synergie menées en collaboration avec AREPK avec l'appui de l'ADR ont permis l'intégration des actions d'élevage et de sécurité alimentaire dans les plans de développement des communes. Les deux interventions participent de façon conjointe aux sessions de CLOCSAD au niveau des cercles communs d'intervention.

1.1.4 Contexte HARMO

L'intervention fait suite à un programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel (PLIAM) financé par la DGD. Ce programme multi acteurs et multi secteurs a produit des résultats et des leçons qui ont guidé la formulation du LCIANK.

L'intervention s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en lien avec le CREED et développe des partenariats et des synergies avec d'autres projets à objectifs similaires et qui s'exécutent dans la région de Koulikoro, à savoir : le P2RS, CARITAS Mali et World Vision.

Les indicateurs de suivi et évaluation de l'intervention sont alignés sur les systèmes nationaux notamment le Cadre harmonisé, les enquêtes SMART, l'ENSAN et le Service d'Alerte Précoce (SAP).

Assurée par Enabel, la coordination du LCIANK veille sur l'opérationnalisation des synergies et complémentarités entre les différentes ONG de mise en œuvre et aussi avec d'autres acteurs tels les services techniques.

Des actions de synergie sont menées en collaboration avec AREPK avec l'appui de l'ADR en vue de l'intégration des actions d'élevage et de sécurité alimentaire dans les plans de développement des communes.

Avec l'IRC, l'assurance qualité en matière de formation est sollicitée tant pour la formation des groupes cibles mais aussi le renforcement des compétences individuelles au sein des organisations sectorielles bénéficiant d'appui du LCIANK.

L'implication de l'administration locale, des collectivités territoriales, des services

techniques et de la société civile a été appréciée par les acteurs au niveau local et contribue à poser les bases d'une pérennisation des actions.

Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

D'une manière générale, la prestation n'a pas changé profondément sa stratégie d'intervention mais elle a ajusté ses actions par rapport au contexte du pays, de la zone d'intervention et des populations bénéficiaires. Compte tenu des fonds disponibles et de son état d'avancement, sa durée, initialement prévue au 12 septembre 2021 a été prolongée jusqu'au 30 juin 2022 sur proposition du Comité de pilotage de février 2022.

Tenant compte de la volatilité de la situation sécuritaire sur le terrain, plus particulièrement dans le cercle de Nara, parfois des ateliers ont été délocalisés à Kolokani ; nécessitant ainsi plus de budget qu'en période normale.

Un programme de transition promis depuis fin 2020 pour consolider les acquis avant la définition d'un nouveau portefeuille du Mali n'a pas pu se mettre en route compte tenu du contexte politique.

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

Tableau des indicateurs

Résultats / indicateurs	Valeur de base 2017	Valeur cible finale 2021	Valeur obtenue 2021	COMMENTAIRE
IMPACT : La sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau des cercles de Nara, Kolokani et Banamba est durablement améliorée, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local				
Score de Consommation Alimentaire de groupes de ménages :				
Banamba				
Pauvres	4,1%	4,4%		
Limites	30,6%	33,1%		
Acceptables	65,3%	70,7%		
Kolokani				
Pauvre				
Limites	29,3%	31,7%		
Acceptables	31,3%	33,9%		
Nara	39,3%	42,5%		
Pauvre			3,2%	En 2021, seules les données de Nara sur le score de consommation alimentaire de groupes de ménages étaient disponibles.
Limites	2%	2,2%	29,4%	
Acceptables	8,1%	8,8%	67,4%	
Score moyen de diversité alimentaire des enfants de 6 à 59 mois :				Les données ne sont pas disponibles pour ENSAN 2021
6-23 mois :	14%	20%	ND	
24-59 mois :	34%	40%		
OUTCOME : la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables est améliorée au niveau des communes ciblées au sein des cercles de Nara, Kolokani et Banamba				
Taux d'évolution des ménages en insécurité alimentaire	25,0%	18,0%	28%	Il a été relevé 28% pour le cercle de Nara.

Taux d'évolution de la malnutrition chronique et aigüe :				Les données ne sont pas disponibles pour ENSAN 2021
MC :	29%	24%	ND	
MAG :	24%	20%		
Prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois (sévère, modérée)	7,8%	5,0%	2,7%	La prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois a considérablement diminué par rapport à la valeur de base qui était de 7.8% contre 2,7% en 2021 et l'objectif fixé est largement atteint grâce aux efforts conjugués de l'ensemble des intervenants dans la zone
Prévalence de la malnutrition chez les femmes en âge de procréer	95,4%	93,0%	ND	
OUTPUT 1 : les capacités des acteurs institutionnels pour l'analyse, la planification et la coordination des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont renforcées au niveau régional et local				
Nombre de plans communaux de sécurité alimentaire disponibles	0	5	5	La valeur cible finale est atteinte. Dans toutes les communes d'intervention un plan communal de sécurité alimentaire a été mis en place.
Nombre de systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponses aux urgences (SCAP-RU) fonctionnelles	0	5	24	L'objectif est largement atteint. Il était prévu de mettre en place un SCAPRU par commune (5) mais vue la nécessité de renforcer le SAP, il a été mis en place dans les 24 villages de concentration de LCIANK
Nombre de comités locaux de suivi de la sécurité alimentaire fonctionnels	1	5	5	La valeur cible finale est atteinte. Dans toutes les communes d'intervention un comité local de suivi de la sécurité alimentaire fonctionnel est fonctionnel
OUTPUT 2: Des investissements structurants sont réalisés par les collectivités territoriales pour améliorer la résilience des populations et favoriser la création d'emplois.				
Investissements structurant en matière d'eau et assainissement (SRR)				
Nombre d'infrastructures d'eau fonctionnelles à la fin du projet et réalisées sous maîtrise d'ouvrage communale	0	25	32	L'objectif est atteint grâce à l'installation de nouveaux forages et la réhabilitation des anciens

Nombre de blocs de latrines scolaires fonctionnelles à la fin du projet et réalisées sous maîtrise d'ouvrage communale	ND	30	16	L'objectif n'est pas encore atteint. Un marché de 14 latrines accuse un long retard.
Investissements structurants destinés à accroître les capacités de production, de stockage et de commercialisation				
Superficies aménagées en ha (H/F) mises en valeur pour le maraîchage :	nd	60	40	14 périmètres maraichers couvrant une superficie de 40 ha ont été réhabilités, aménagés et appuyés. Il était initialement prévu d'avoir 60 ha
Nombre de km de pistes de commercialisation réalisés	nd	Nd	02 ouvrages réalisés	L'intervention a réalisé de 2 ouvrages de franchissement permettant de faciliter l'accès aux marchés
OUTPUT 3 : L'utilisation des aliments et l'accès aux services socio communautaires sont améliorés durablement	Valeur de base 2017	Valeur cible finale 2021	Valeur obtenue 2021	COMMENTAIRE
3.1. Les capacités de prévention et de prise en charge de la malnutrition sont améliorées				
% de MAS et MAM détectés, référencés par le réseau communautaire et pris en charge dans les CSCOM et sites SEC	ND	80%	77%	L'objectif fixé est presque atteint.
% d'enfants de 6 à 8 mois ayant bénéficié d'une introduction d'aliments liquides, semi-solides ou mous	69,5%	79%	89%	L'objectif est largement atteint
3.2. Mise en place de mécanismes de protection sociale (Mutuelles de santé) afin d'améliorer l'accès aux soins de santé				
Nombre de mutuelles de santé communales créées et fonctionnelles	3	5	5	L'objectif est atteint, 2 nouvelles mutuelles ont été mises en place et les 3 anciennes accompagnées. Aussi, une Union de mutuelles a vu le jour.
Nombre total de personnes couvertes (h/f) par les mutuelles de santé	2 857 dont 43% de femmes	11 857 dont 50% de femmes	21 493 dont 53% de femmes	L'objectif fixé en 2021 est presque doublé
Pourcentage des femmes responsables au sein des organes de gestion des mutuelles	26%	30%	37%	L'objectif est atteint et est supérieur au quota de l'Etat qui est de 30%
3.3. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est amélioré pour tous				
Proportion des populations ayant un accès à un point d'eau potable de manière durable	63,33%	65,98%	128%	L'objectif est largement atteint dû aux nouvelles installations et les réhabilitations
Nombre de personnes ayant un accès à un service d'assainissement (pour les latrines familiales on a calculé avec 16 pers/latrine (moyenne de pers/concession) et pour les latrines scolaires avec 150 pers/bloc de 3 latrines)	ND	11.700	11 696	L'objectif est atteint
Nombre de communes qui appliquent la maîtrise d'ouvrage pour la gestion des ouvrages d'eau et assainissement (ex. de sous-ind : prise en compte d'un budget MOC dans les PDESC, signature de contrats, suivi-contrôle des ouvrages, reddition des comptes)	ND	5	5	L'objectif est atteint

Nombre de structures (CGPE, AUEP) qui gère de manière efficace, efficiente et durable les points d'eau potable (ex. de sous-ind : signature de contrats avec la Commune, utilisation correcte des outils de gestion, durée moyenne avant qu'un PEM soit réparé, ouverture de compte ;...)	ND	15	20	L'objectif est atteint
Nombre de "écoles propres" ayant maintenu durablement ce statut	ND	13	15	L'objectif est atteint
OUTPUT 4: La résilience et l'intégration aux dynamiques de marchés sont améliorés pour les petits producteurs et groupes vulnérables				
4.1 : les capacités de production et de commercialisation des groupes vulnérables (Production végétale) sont renforcées durablement				
% d'OPA disposant d'un bon système de gouvernance et d'un mécanisme de redevabilité vis-à-vis de leurs membres	ND	80%	100%	L'objectif est largement atteint. Les OP accompagnées par le projet ont largement amélioré leur gouvernance et les mécanismes de redevabilité.
% des femmes présentes dans les comités de gestion des OPA :				L'objectif est atteint. Les OP accompagnées par le projet ont procédé au renouvellement des instances de gestion et y intègre les femmes.
OPC mixte :	ND	15%	40%	
OPM (OP féminine) :	ND	90%	95%	
Superficie de terres restaurées par village (ha)	NA	2	12,23	La cible finale est largement atteinte car les pratiques agroécologies (fascines, cordons pierreux...) dans 52 villages ont permis de réaliser en moyenne 11,22ha par village. Il faut noter que cette superficie demeure faible par rapport aux besoins.
4.2 : les capacités de production et de commercialisation des groupes vulnérables (Productions animales) sont renforcées durablement				
Productivité numérique des caprins des ménages dotés	0,5	0,81	0,67	La productivité numérique souhaité en 2021 n'est pas atteinte grâce à la mortalité élevée dans les noyaux
Taux de ménage cibles (H/F) ayant un troupeau minimum de reproduction (capital animal minimum physique pour qu'un ménage puisse vivre).	30%	70%	30%	En 2021, un fort déstockage pour les besoins divers de la famille.
Taux des ménages vulnérables appuyés organisés en groupes solidaires	0%	70%	100%	L'ensemble des ménages (500) bénéficiaires ont été organisés en groupes solidaires et ces groupes solidaires réalisent des AGR (embouche)
4.3 : Les banques de céréales sont renforcées et permettent un accès équitable aux groupes vulnérables				

Nombre de communes où les réseaux de BC assurent la disponibilité céréalière en toute saison	ND	5	5	Un réseau de banque de céréales a été mis en place dans toutes les communes d'intervention
Nombre de réseaux de BC disposant d'un bon système de gouvernance et d'un mécanisme de redevabilité vis-à-vis de ses membres	2	5	5	Les 05 réseaux accompagnés par le projet disposent d'un bon système de gouvernance et d'un mécanisme de redevabilité vis-à-vis de leurs membres.
Pourcentage des femmes membres des comités de gestion des BC	NA	30%	27%	L'objectif est presque atteint, les comités de gestion des BC disposent de 27% de femmes.
4.4 : l'offre de services financiers de proximité adaptés aux besoins des populations est améliorée				
Nombre de produits financiers testés et diffusés par l'IMF	0	4	4	La cible finale atteinte
Nombre de clients financés	0	6.049	605	Il était attendu de financer 6049 bénéficiaires de LCIANK mais seuls 393 ont été financés par l'IMF
Volume d'épargne constitué/de crédit octroyé (en milliers de FCFA)	0	317.000	95 865	Objectif non atteint du fait que les bénéficiaires sont dans une vulnérabilité qui ne leur permet de faire des épargnes
Nombre de produit de finance mobile développé et opérationnel.	0	1	0	Objectif non atteint, a la fin le processus était bouclé et CAECE avait déjà contractualisé avec l'opérateur qui a donné les premières sessions de formation
Nombre d'agents CAECE formés	0	6	3	Objectif non atteint, il a été retenu que les 03 agents dans les trois cercles d'intervention du LCIANK

2.2 Analyse des résultats

Le processus de démarrage a été émaillé de nombreuses activités tels le recrutement du personnel, les ateliers Baseline et l'élaboration des conventions de subsides. Il a duré une période 6 mois. A cela il faut ajouter l'installation tardive des partenaires de mise en œuvre sur le terrain ainsi que les effets de la maladie à CORONA VIRUS.

Malgré cet état de fait il faut noter que les résultats ci-dessous ont été enregistrés :

Par rapport à l'approche territoriale de la sécurité alimentaire :

- 5 PDESC des communes d'intervention ont été rendus sensibles à la sécurité alimentaire sont disponibles ;
- 24 SCAP-RU fonctionnels assurent la collecte et la remontée des informations de sécurité alimentaire dans le système national Système d'Alerte Précoce (SAP).

Par rapport aux investissements structurants en matière de sécurité alimentaire :

- 16 blocs de latrines réalisés au niveau de 8 écoles pour 1029 élèves ;
- 538 latrines familiales et 367 puisards réalisés au niveau des ménages assurent la promotion de l'hygiène assainissement ;
- 19 forages réhabilités et 8 nouveaux réalisés et équipés de PMH afin d'assurer la desserte en eau potable de 30400 personnes dans les 19 villages ;
- 3 nouveaux forages réalisés et 2 anciens réhabilités équipés de SHVA pour l'exploitation mixte de maraichage et pour la desserte en eau potable pour 614 femmes au niveau de 5 villages ;
- 12 périmètres maraichers réalisés dont 6 équipés en de forages équipés de pompes immergées et mis à la disposition de 2717 exploitants majoritairement composés de femmes (2703) ;
- 14 banques de céréales d'une capacité de 40 tonne chacune et 11 cases de conservation en voute Nubienne de 20 tonnes chacune réalisées pour le stockage des céréales et des produits maraichers ;
- 2 ouvrages de franchissement de : 6m de longueur X 2,5m de hauteur et 500m de voies d'accès part et d'autre de l'ouvrage au niveau du village de Koumi et 9m de longueur X 2,5m de hauteur et 500m de voies d'accès part et d'autre de l'ouvrage au niveau du village de Djadjirila ont été réalisés.

Ces ouvrages permettent :

- o d'assurer une bonne circulation des populations en toute période (accès aux champs de culture, aux chef-lieux du cercle (Kolokani), de la commune (Massantola) et au cercle de Banamba) ;
- o de faciliter l'acheminement des produits agricoles (bétail et végétaux) des zones de production vers les zones de consommation ;
- o de faciliter la référence évacuation pour les malades et particulièrement les femmes en état de grossesse.

Par rapport à la prise en charge et à la prévention de la malnutrition :

- La moyenne du pourcentage de mères d'enfants de 0 à 59 mois, pratiquant l'allaitement maternel exclusif est passée de 41% en 2017 à 83% en 2021 dans les trois cercles d'intervention du projet;
- La moyenne du taux d'introduction d'aliments de complément au niveau des trois cercles est passé de 36,5% en 2017 à 88% en 2021 ;
- La moyenne du pourcentage de mères respectant les consignes de lavage des mains aux moments clés est passé de 39,40% en 2017 à 92% en 2021 dans les trois cercles ;
- La prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) est passée de 7.8% en 2017 à 2,7 % en 2021 ;
- La prévalence de la malnutrition des femmes enceintes et femmes allaitantes (FE/FA) est passée de 4,5% en 2017 à 1% en 2021.

Par rapport à la protection sociale :

- 21 225 personnes ont été couvertes dont 11 168 femmes (soit 53%), 16036 cas de maladie pris en charge dont 9512 pour les femmes (59%) soit un remboursement de 73 000 840 FCFA, 1678 personnes cas de maladie pris en charge pour les ménages vulnérables pour un remboursement de 10 149 316 FCFA ;

- 37% de femmes des mutuelles occupent des postes de responsabilité et de prise de décision. Ce taux est supérieur à celui préconisé par le gouvernement qui est de 30%.

Par rapport à l'accès à l'eau potable :

- 157 réparations des pompes réalisées par les artisans réparateurs dans 84 villages contribuant ainsi à la continuité de la desserte en eau potable de manière durable pour 128% des populations dépassant ainsi largement l'objectif de 65,98% fixé;
- 4 conventions inter-collectivités dans le cadre de la gestion intégrée en ressources en eau ont été signées ;
- 11 700 personnes ont un accès à un service d'assainissement soit 16 personnes par latrine ;
- 128% des populations ont un accès à un point d'eau potable de manière durable.

Par rapport au renforcement du capital productif (productions agricoles) :

- 77 organisations de producteurs agricoles (OPA) de base et 05 unions d'OPA assurent une meilleure gouvernance au niveau de leurs organisations grâce aux différentes formations reçues sur différentes thématiques (gestion administrative et financière) ;
- 813,65ha de terres restaurées par les pratiques agroécologiques (RNA, Zaï) soit plus de 12ha de terres restaurées par village dépassant largement l'objectif de 2ha par village;
- 1320 tonnes de fumure organique produites ;
- 27 organisations de producteurs maraichers (OPM) ont augmenté leurs chiffres d'affaires de 2 406 000 FCFA à 18 889 035FCFA.

Par rapport au renforcement du capital productif (productions animales) :

- L'effectif de 3221 têtes de chèvres dont 2249 femelles a connu une évolution de 17,76% par rapport à 2020 soit 71% des ménages ayant un noyau supérieur ou égal à 5 têtes ;
- Les 500 ménages bénéficiaires de noyaux d'élevage ont été organisés en 24 groupes solidaires et ont d'un appui financier pour effectuer de l'embouche ovine (béliers) ;
- 1207 béliers embouchés par les 24 groupements solidaires pour un chiffre d'affaires global d'environ 60 millions de FCFA ;
- 1932 personnes des ménages vulnérables ont été affiliées aux mutuelles de santé.

Par rapport à la disponibilité des céréales au niveau local :

- Approvisionnement de 95 tonnes de céréales (sorgho, mil) au profit des 5 unions pour un montant de 17 millions de FCFA entièrement remboursés et les fonds déposés en banque pour le renouvellement de stocks ;
- Mise en place et fonctionnement d'un mécanisme multiacteurs de gestion des banques de céréales.

Par rapport à l'épargne/crédit :

- Financement des groupes cibles LCIANK à hauteur de 95 865 000 FCFA au profit de 605 bénéficiaires ;
- Montant encours de 18 407 483 FCFA ;
- Epargne de 32 millions FCFA par 24 groupes solidaires.

2.2.1. Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact¹ (impact potentiel) ?

L'intervention s'inscrit dans la vision du CREDD et s'adapte à la politique nationale de sécurité alimentaire (mai 2019) et de la politique nationale Genre (2011) d'une part, et à la Lettre de Politique du Ministre belge de la Coopération.

Dans sa formulation, il a été pris en compte les besoins réels des populations vivant dans les zones où les ménages sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle.

¹ Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

L'intervention emprunte une démarche multi acteurs et multi secteurs qui favorise la prise en compte des quatre dimensions de la sécurité alimentaire et permet aux ménages de réduire leur insécurité alimentaire et la malnutrition.

Cette réduction se réalise à travers des actions qui soutiennent l'amélioration de la résilience des ménages à travers notamment l'augmentation des productions agricoles, l'accompagnement et le réseautage des banques de céréales, l'amélioration de l'accès au crédit des réseaux de banques de céréales pour des commandes groupées à des moments stratégiques, la dotation des ménages en noyaux de petits ruminants, la mise en place des mutuelles de santé, la prévention et la prise en charge de la malnutrition, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et d'assainissement.

Les cibles de l'intervention prennent en compte les ménages vulnérables qui sont les pasteurs et les agropasteurs et qui vivent dans un même espace économique partagé identifié par les études du Conseil Régional de Koulikoro. Un accent est mis sur les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans. Aux dires des ménages appuyés, l'intervention répond à leurs besoins.

Évalué dans le cercle de Nara (ENSAN 2021), le score de diversité alimentaire a évolué beaucoup plus favorablement pour les moins pauvres (de 8,1% en 2017 à 29,4% en 2021) que pour les pauvres (2% en 2017 contre 3% en 2021) ; ce qui dénote des disparités entre les ménages.

2.2.2. Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

L'outcome est libellé comme suit : *La sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables est améliorée au niveau des communes ciblées au sein des cercles de Nara, Kolokani et Banamba.*

Dans les trois cercles d'intervention, selon les résultats des enquêtes ENSAN en février 2020, le taux de ménages en insécurité alimentaire varie fortement avec respectivement 19,7% à Nara, 22,4% à Kolokani et 10,9% à Banamba pour un taux global de 16,3% dans la zone du projet.

Il faut noter qu'en 2021, seules les données du cercle de Nara sont disponibles dans le rapport ENSAN février 2021. Ainsi, la prévalence de l'insécurité alimentaire globale (modéré +sévère) d'est de 28% contre 39% en 2020. La classification de la sécurité alimentaire à Nara en février 2021 donne 27,2% de population en insécurité alimentaire modérée, 64,8% en insécurité alimentaire légère et 7,2% de la population de Nara étaient en sécurité alimentaire.

En ce qui concerne les taux de la malnutrition chronique et aigüe (MC, MAG), ils étaient respectivement 21,8% et 7,2% en février 2020. Ces données ne sont pas disponibles en 2021.

Les facteurs contributeurs à cette diminution en 2021 peuvent être non seulement la différence entre les deux périodes des enquêtes ENSAN mais aussi les actions de sensibilisation menées par la CRB_CRM de concert avec les autres ONG de mise en œuvre dans le cadre de la complémentarité et qui ont eu un effet sur le comportement des bénéficiaires.

Ces actions ont contribué ainsi à accroître la disponibilité alimentaire ; d'où une amélioration de la consommation alimentaire, les moyens d'existence des ménages et l'état nutritionnel des bénéficiaires. Il faut signaler que la malnutrition est un problème structurel dans le pays avec des taux généralement au-dessus du seuil d'alerte qui est de 10% (MAG, selon les normes de l'OMS).

Pour la prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois (sévère, modérée), selon les enquêtes SMART sept 2021, elle est de 2,6% en MAG et 0,5% en MAS contre 7,1% en 2020 dans la zone du projet.

La prévalence de la malnutrition chez les femmes en âge de procréer (FE/FA) était de 95,4% en 2017. Dans la zone d'intervention, la CRB/CRM a enregistré un taux de malnutrition 1% contre 2% en 2020. Ces résultats sont dus aux actions entreprises par la CRB/CRM sur le terrain notamment les IECS, les démonstrations, les causeries débats et les dépistages.

Il faut noter que ces indicateurs décrits ci-dessus relèvent du « déterminant de l'utilisation des aliments ». Les porteurs de changements identifiés assureront un rôle de relais pour impulser le changement de comportement en matière de la bonne utilisation des aliments.

2.2.3. Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

Avec l'appui technique de la DRPSIAP et de l'ADR, les communes de la zone d'intervention ont intégré des actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans leurs PDESC.

Ainsi de nos jours, les 05 PDESC des communes d'intervention du LCIANK sont sensibles à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'exercice de planification trimestrielle conjointe des activités de l'intervention par tous les acteurs de mise en œuvre de manière tournante dans les cinq communes s'est poursuivi et a contribué à consolider les plans communaux de sécurité alimentaire et de lutte contre la malnutrition. Cet exercice trimestriel a permis également une appropriation constante des activités de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition par les élus locaux, les services techniques et la société civile d'une part, et la durabilité de la prise en compte des quatre piliers de la sécurité alimentaire dans les PDESC, d'autre part.

Dans le souci d'améliorer le système de collecte des informations suivant les indicateurs du cadre harmonisé sous la gouvernance du SAP, 24 SCAP-RU, au niveau village assurent le remplissage mensuel et la remontée des informations conformément au canevas reçu lors des sessions de formation animées par le SAP.

Ainsi, les différents comités se réunissent mensuellement pour renseigner les fiches de collecte et assurent leur remontée au niveau des communes concernées et sont acheminées vers le niveau cercle et région.

Ainsi la dotation des 24 SCAP-RU, des 05 communes et 03 cercles en smartphones, matériels informatiques permet d'améliorer la qualité des données collectées et facilite la remontée des informations.

Les acteurs locaux (communes, services techniques de l'Etat, société civile) s'impliquent dans l'appui et l'accompagnement des partenaires et de la coordination au profit des groupes cibles. Ainsi, 5 comités locaux de suivi de la sécurité alimentaire ont été mis en place et sont fonctionnels. Il s'agit de 2 anciens comités de Fallou et de Niamana mis en place par le PLIAM et de 3 nouveaux dans les communes de Kolokani, Massantola et Benkadi. Aujourd'hui, les deux anciens comités locaux de sécurité alimentaire montrent des dynamiques dans plusieurs domaines et les 03 nouveaux leur emboitent le pas.

On note une forte implication des communes au sein des comités locaux de suivi de la sécurité alimentaire ; ce qui augure une bonne durabilité de ces structures.

Il faut aussi noter que LCIANK et AREPK ont appuyés les collectivités territoriales dans l'organisation des cadres de concertations (CLOCSAD) dans les cercles de Kolokani et Nara.

Suite aux résultats des différentes études et la tenue des rencontres de restitution, tous les marchés ont été attribués et réalisés.

Il faut noter que l'utilisation et l'exploitation de tous ces investissements ont bénéficié de l'appui et accompagnement des partenaires qui assurent les activités du soft notamment SOSFAIM/CAEB concernant les périmètres maraichers, les banques de céréales et cases de conservation en voute nubienne et Join For Water/CSPEEDA en ce qui concerne les ouvrages hydrauliques, les latrines.

Ces actions sont appuyées par une ingénierie sociale déployée par Enabel pour une gestion durable des infrastructures et conforme au principe de la maîtrise d'ouvrage communale.

Les capacités de prévention et de prise en charge de la malnutrition sont améliorées :

Des comités communaux pour le suivi et la mobilisation des volontaires sont renforcés et sont fonctionnels et assurent un suivi des activités menées au niveau communautaire. Les comités communaux sont les entités qui assurent le suivi interne.

Les changements de comportement au niveau des ménages et communautés sont perceptibles grâce à la mise en œuvre du plan intégré de communication (PIC) à travers des spots radios, des débats/tables rondes radiodiffusées, des actions artistiques en milieu scolaire. Ces comportements ont entraîné la réduction des cas de malnutrition au niveau des ménages suivis.

Ces changements de comportement au niveau des ménages et communautés sont aussi perceptibles grâce au développement de séances d'IEC/CCC au niveau des centres de santé et au niveau communautaire à travers des journées de nutrition, des focus groupe avec les mères, les grands-mères et les tradipraticiens et visites à domicile ; permettant aux populations de comprendre les enjeux de la malnutrition et adopter de bonnes pratiques nutritionnelles. Ainsi, 1435 enfants ont été dépistés de 6-59 mois avec 60 cas de MAM (4%) et 35 MAS (2,4%).

La promotion de recettes locales, à travers les démonstrations nutritionnelles intégrant le volet sécurité sanitaire des aliments est devenue un comportement dans le quotidien des ménages.

On note une augmentation du pourcentage de mères d'enfants de 0 à 59 mois, pratiquant l'allaitement maternel à Banamba à 96%, 56% à Nara et une stabilité à Kolokani à 96%.

Une stabilité dans l'introduction d'aliments de complément à Kolokani 86%, 82% à Nara et Banamba à 95% ; ainsi que la stabilité du score de diversité alimentaire individuelle à 12 à Kolokani, Banamba et Nara

Le pourcentage de mères pratiquant les consignes de lavage des mains aux moments clés a légèrement augmenté, Kolokani à 90%, Banamba à 100% et presque une stabilité à Nara à 87% ainsi qu'une stabilité de la prévalence à 3% de MAG par rapport à 2020.

Il faut noter que les besoins d'hospitalisation des enfants de 6-59 mois et des FE/FA ont connu une réduction dans la zone d'intervention du projet.

Mettre en place des mécanismes de protection sociale (Mutuelles de santé) afin d'améliorer l'accès aux soins de santé :

Les effets positifs par les actions conduites par WSM_UTM à travers les résultats ci-après consignés :

Trois anciennes mutuelles de santé sont accompagnées et 02 nouvelles ont été créées.

Les 05 mutuelles ont assuré la prise en charge de 16 036 cas dont 9512 pour les femmes soit 59% avec un remboursement de 73 000 840 FCFA. Sur ce lot, les ménages vulnérables représentent 461 dont 260 femmes soit 56 % pour un montant de 2 221 361 FCFA.

Dans le cadre de l'appui de l'Etat aux mutuelles de santé, une convention entre les mutuelles et l'Etat pour le cofinancement des cotisations à hauteur de 50% a été signée.

La présence des femmes et jeunes dans les structures de gestion et contrôle des mutuelles de santé atteint 37% ; ce taux est supérieur au taux préconisé par le gouvernement qui est de 30%.

Dans le cadre de l'amélioration de l'offre des soins de qualité, il a été procédé à l'électrification des CSCOM de Koumi et de Sirakoroba (complémentarité avec fonds énergie WSM).

Un atelier de réflexion autour du développement des mutuelles ainsi que la finalisation de l'étude d'autonomisation des mutuelles de Nioro. Après la conduite de ces activités, il a été procédé à la restitution et validation de l'étude et à la capitalisation des expériences d'autonomisation de mutuelles. Cette capitalisation profite aux mutuelles nouvellement installées dans la zone LCIANK.

Dans le cadre de l'articulation des mutuelles avec les collectivités, WSM/UTM a appuyé les mutuelles à l'élaboration des plans de développement et de viabilité financière / plan d'autonomisation des mutuelles de santé en synergie avec les élus locaux. Dans le cadre des échanges d'expériences, il a été effectué un voyage d'échange au Niger pour la promotion de l'utilisation du Moringa comme filière porteuse. Cette visite a été effectuée en synergie avec VSF-B/ICD et la CRB/CRM.

Par rapport à l'amélioration de manière durable de l'accès à l'eau potable (et productive) et aux structures d'assainissement, Join For Water et son partenaire CSPEEDA ont obtenus les résultats ci-dessous :

La maîtrise d'ouvrage communale en lien avec l'eau, hygiène et Assainissement est assurée grâce aux renforcements des capacités des membres des comités eau, hygiène et assainissement.

Les artisans réparateurs (AR) identifiés, formés et équipés ont réparés 65 PMH dans 52 villages de la zone d'intervention du projet.

Un (01) de cadre de concertation/gestion entre les artisans réparateurs de PMH, les communes, les CGPE/AUEP, Opérateurs privés de vente de pièces et les IMF a permis de réunir tous les acteurs impliqués dans le domaine de l'eau. Ce cadre de concertation est un espace approprié pour discuter des questions de gestion et d'entretien des ouvrages hydrauliques.

Il faut noter une nette amélioration de la gouvernance des AUEP par la conduite des exercices de reddition de comptes (04 CGPE et 02 AUEP ont été mises en place dans les communes de Niamana et Fallou dans le cercle de Nara et avec 11 interventions effectuées par les AR de PMH dans 10 villages).

On note aussi une amélioration de la gestion/entretien des cabines GHM scolaires grâce aux conférences-débats organisés et formations à l'attention des parties prenantes impliquées grâce aux actions combinées de sensibilisation et de mise en place des infrastructures d'assainissement. A cet égard, on note également des changements de comportement des communautés qui sont perceptibles. Il s'agit notamment de la réalisation des 28 dalles SAN plat par les ménages et la conduite de 196 journées de salubrité hebdomadaire par les populations. En conséquence 05 villages ont été certifiés « fin de la défécation à l'air libre (FDAL) » et 08 nouveaux villages ont déclenché ce processus de certification.

Les mêmes changements de comportement des communautés sont constatés en lien avec l'hygiène et la gestion de l'eau grâce à l'organisation de journées de l'eau ;

Il faut également noter une amélioration des connaissances des communautés en gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ayant abouti à la mise en place d'un cadre de concertation intercommunal regroupant les communes de Benkadi-Massantola-Madina Sacko fonctionnel autour du massif partagé par les trois qui, de nos jours est fonctionnel.

Les capacités de production et de commercialisation (productions végétales) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement est un résultat sous la gouvernance de SOSFAIM_CAEB.

Les capacités de production et de commercialisation (productions végétales) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement suite aux actions ci-après :

Le renforcement de l'esprit coopératif et le respect des dispositions statutaires ;

Une meilleure organisation du travail au sein des organisations à travers la responsabilisation des membres pour la mise en œuvre des activités de production, de transformation et de commercialisation des produits ;

Une meilleure pratique des techniques culturales par les membres des organisations ayant abouti à la mise en place et l'opérationnalisation de 05 unions des OPA, 05 unions des banques de céréales et 05 coopératives des producteurs de semences accompagnées sur l'acte uniforme OHADA ;

L'expérimentation des variétés adaptées aux changements climatiques par des essayeurs avec l'appui de l'AOPP ;

L'organisation des producteurs de semenciers autour des activités de production de semences ayant abouti à la mise en place des unions et l'estimation par campagne des besoins en semences et intrants agricoles soit 161,5 tonnes toutes espèces confondues (10 kilos de sorgho et 20 kilos de Niébé (Koro Balen) respectivement par les OPC de Siebougou et Borodio dans la commune de Fallou et 23 sacs de 50 kg d'engrais (NPK) achetés par l'OPC de Yissigila dans la commune de Massantola.

Dans le souci d'augmentation des productions agricoles, le partenaire a développé une stratégie orientée vers l'identification des agro-volontaires, leur formation, équipement afin d'inciter à la production des semences, de la fumure organique et l'adoption et la vulgarisation des pratiques agroécologiques.

Il faut noter que 77 OPA de base et 05 unions d'OPA assurent une meilleure gouvernance au niveau de leurs organisations grâce aux différentes formations reçues sur différentes thématiques.

Toutes ces actions et infrastructures réalisées ont permis aux populations d'augmenter les superficies cultivables et d'améliorer les productions agricoles et maraichères. Les activités maraichères ont permis d'améliorer les revenus d'une part, et de renforcer la cohésion sociale entre les femmes et par ricochet au sein des villages d'autre part.

Des Organisations de Producteurs Maraîchers dont 27 OPM avec 2712 membres dont 2703 femmes exploitant une superficie totale de 34,35 ha avec les semences maraichères.

Dans le cadre de l'implication et appui-conseils des services techniques de l'Etat, 03 protocoles sont utilisés pour solliciter leurs expertises. Il s'agit notamment du Secteur d'Agriculture de Kolokani et de Nara, de l'Office de la protection des végétaux de Banamba pour le suivi et la supervision des cases de conservation. Ceci est gage d'une pérennisation de la gestion des actions et des infrastructures. Le service du développement social et de l'économie solidaire s'occupe de la formalisation des groupements.

Pour la vulgarisation et la diffusion des nouvelles pratiques agroécologiques et nouvelles technologies agricoles et la promotion des produits Bio pesticides, des messages à la radio de Niamana ont été conçus et diffusés. Le fonctionnement d'une unité de production de biopesticides a permis d'augmenter les revenus des femmes maraichères et la protection des produits maraichers et de l'environnement.

Les banques de céréales sont fonctionnelles et permettent un accès équitable aux groupes vulnérables.

Les changements les plus saillants sont :

- La disponibilité des céréales dans les villages ;
- Le renforcement de la cohésion sociale dans les villages ;
- La responsabilisation et l'implication des acteurs dans le processus de développement des banques de céréales ;
- Une subvention de SOSFAIM a permis l'approvisionnement de 95 tonnes de céréales dont 76 tonnes de mil et 19 tonnes de sorgho à chacune des 05 unions ; soit un total de 197,75 tonnes pour l'ensemble des banques de céréales (un montant de 17 955 000 FCFA par union) ;
- La construction de magasins en voûte Nubiennne et la promotion de foyers améliorés sont des actions en faveur de la préservation de l'environnement. Les magasins ont permis d'assurer la disponibilité des céréales et une bonne conservation des produits maraichers ;
- A Mourdiah, des femmes se sont mises en association autour de l'activité de construction des foyers améliorés et en ont fait une activité génératrice de revenus (AGR).

Pour l'amélioration des capacités de production et de commercialisation (productions animales) des petits producteurs et groupes vulnérables :

VSF-B et son partenaire national ont conduit les activités conformément au planning élaboré et ont produit les résultats et effets ci-après :

- Amélioration des conditions d'élevage de 116 femmes ayant des enfants dépistés MAS et MAM grâce à la remise de 438 chèvres laitières et la dotation de 232 abreuvoirs/mangeoires.
- D'un effectif total (mâles et femelles) de 2728 têtes en fin 2020, l'effectif des chèvres a atteint 3221 têtes dont 2249 femelles et 972 mâles, soit une augmentation de 17,76%. Après évaluation, on note que 71% de ménages ont un capital petit ruminant supérieur à 5 têtes (correspondant au noyau de départ).
- Les 500 ménages les plus vulnérables dotés de noyaux de caprins et/ou de volailles se sont constitués en 24 groupes solidaires et ont conduit des activités génératrices de revenus pour

améliorer leurs conditions de vie : 556 béliers embouchés par les 24 groupes solidaires (la vente de 447 béliers a dégagé un chiffre d'affaires global de 30 013 000 F CFA).

- De par ces activités, un total de 100 ménages vulnérables comprenant 395 personnes sont à jour des cotisations auprès des mutuelles de santé à la fin du premier semestre 2021 soit 23%. Il est important de signaler que la plupart de ces ménages ont augmenté chacun le nombre de personnes affiliés au sein du ménage.
- On note que 16% des 500 ménages, soit 80 ménages font la traite des chèvres au cours de la période de soudure pour l'alimentation des enfants.
- L'octroi des noyaux de caprins et la volaille aux ménages a amélioré leurs revenus, leur alimentation, et a augmenté la production agricole et maraichères à travers la vente, la consommation des produits animaux et la fertilisation des périmètres maraichers et des champs. L'affiliation des ménages vulnérables aux mutuelles de santé a amélioré la fréquentation des centres de santé et le niveau de vie des populations.
- Quant à CAECE-JIGISEME, suite aux résultats des études socioéconomiques, elle a développé des produits adaptés aux besoins des groupes cibles, ainsi :
- Il a été noté le financement des groupes cibles du LCIANK (Banques de céréales, Organisations de base en AGR liés au maraichage, embouche ovine) à hauteur de 95 865 000 FCFA pour 90 dossiers au profit de 605 bénéficiaires.
- Il a été relevé un montant de 18 407 483 FCFA comme encours de crédit des cibles Enabel réparti comme suit : Banamba : 9 769 448 FCFA, Kolokani : 4 950 000 FCFA et Mourdiah : 3 688 035 FCFA.
- Dans le cadre de la conduite de la deuxième opération de l'embouche ovine par les groupes solidaires, il a été procédé à la libération de l'épargne en DAT (d'environ 32 000 000 FCFA) au profit des 24 groupements solidaires pour la conduite de l'embouche intensive.

L'appui de CAECE JIGISEME a permis aux groupes cibles de l'intervention de mener des AGR pour faire face à leurs besoins.

2.2.4. Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Les synergies et complémentarités opérationnalisées par les partenaires de mise en œuvre avec l'appui et les conseils de la coordination ont contribué par le biais des 4 résultats d'atteindre l'objectif spécifique.

Il faut aussi noter le choix des 24 villages de concentration a été un facteur déterminant pour l'atteinte de l'objectif spécifique.

Les rencontres de planification tournantes ainsi que les missions conjointes effectuées par les différents partenaires avec l'appui et l'accompagnement des services techniques de l'Etat ont aussi été déterminantes.

Ces actions combinées ont contribué à atteindre l'objectif spécifique, ainsi :

la prévalence de l'insécurité alimentaire globale (modéré +sévère) est de 28% en 2021 contre 39% en 2020. La classification de la sécurité alimentaire à Nara en février 2021 donne 27,2% d'insécurité alimentaire modérée, 64,8% d'insécurité alimentaire légère et 7,2% de la population de Nara étaient en sécurité alimentaire.

Les facteurs contributeurs à cette diminution en 2021 peuvent être non seulement la différence entre les deux périodes des enquêtes ENSAN mais aussi les actions de sensibilisation menées par la CRB_CRM de concert avec les autres ONG de mise en œuvre dans le cadre de la complémentarité et qui ont eu un effet sur le comportement des bénéficiaires.

Ces actions ont contribué ainsi à accroître la disponibilité alimentaire ; d'où une amélioration de la consommation alimentaire, les moyens d'existence des ménages et l'état nutritionnel des bénéficiaires. Il faut signaler que la malnutrition est un problème structurel dans le pays avec des taux généralement au-dessus du seuil d'alerte qui est de 10% (MAG, selon les normes de l'OMS).

Pour la prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois (sévère, modérée), selon les enquêtes SMART sept 2021, elle est de 2,6% en MAG et 0,5% en MAS contre 7,1% en 2020 dans la zone du projet.

La prévalence de la malnutrition chez les femmes en âge de procréer était de 95,4% en 2017. Dans la zone d'intervention, la CRB/CRM a enregistré un taux de malnutrition 1% en 2021 contre 2% en 2020. Ces résultats sont dus aux actions entreprises par la CRB/CRM sur le terrain notamment les IECS, les démonstrations, les causeries débats et les dépistages.

2.2.5. Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?²

L'intervention a été confrontée aux facteurs d'influence majeurs ci-après :

- Les lourdeurs des procédures de passation des marchés au niveau national ont retardé la mise en œuvre de gros investissements sur le terrain. C'est ainsi que la SMCL en sa session de Mars 2018 a décidé le transfert de tous les investissements de la cogestion vers la régie afin de d'accélérer le processus de passation de marché ;
- L'insécurité résiduelle dans certaines parties de la zone d'intervention n'a pas favorisé la conduite à hauteur de souhait des activités du projet.
- Le contexte covid 19 a limité pendant presque une année les possibilités de réalisations des formations et autres rencontres nécessitant le rassemblement d'un grand nombre de participants.

2.2.6. Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

En termes de résultats inattendus positifs ou négatifs, on peut noter entre autres :

Reduction de la malnutrition :

- Réduction de la prévalence de la MAG de 7,8% à 3,5% de 2018 à 2021 ;
- Baisse de la Prévalence de la malnutrition des FE/FA de 4,5% à 1% de 2018 à 2021.
- Augmentation du % d'enfants de 6 à 24 mois qui reçoivent une alimentation complémentaire équilibrée de 51,4% en 2018 à 90% en 2021.
- Forte réduction de la prévalence de la malnutrition des FE/FA jusqu'à 1% dans la zone du projet.

Forte performance des mutuelles de santé :

- 21 225 personnes ont été couvertes par les mutuelles de santé avec 11 168 femmes (soit 53%) et 12 871 personnes dont 6 806 femmes (soit 53%) à jour de leurs cotisations ;
- 16036 cas de maladie pris en charge dont 9512 pour les femmes (59%) soit un remboursement de 73 000 840 FCFA ;
- 37% de femmes des mutuelles occupent des postes de responsabilité et de prise de décision taux supérieur à celui préconisé par le gouvernement qui est de 30%, ;
- Electrification des CSCOM de Massantola et de Madina Kagoro (complémentarité avec fonds énergie WSM) en 2020 et ceux de Koumi et Sirakoroba en 2021

Dynamisme des artisans réparateurs et maçons locaux formés :

- 157 réparations effectuées par les artisans réparateurs dans 84 villages contribuant à la continuité de la desserte en eau potable de manière durable pour 65,98% des populations ;

² Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

- 11 700 personnes ont un accès à un service d'assainissement soit 16 personnes par latrine grâce à la construction de 574 latrines réalisées et 367 puisards ;

Performance des organisations des producteurs agricoles :

- Evolution du chiffre d'affaires de 50 organisations des producteurs céréaliers de 5 494 400 à 9 799 744 FCFA pour les 05 communes ;
- 27 organisations de producteurs maraichers (OPM) ont augmenté leurs chiffres d'affaires de 2 406 000 FCFA à 18 889 035 FCFA ;
- 50 organisations des producteurs céréaliers ont augmenté leurs chiffres d'affaires de 5 494 400 à 9 799 744 FCFA ;

Performance en matière de production animale :

- Plus de 63% des 500 ménages recheptellisés ont un noyau de caprins reproducteurs supérieur ou égal au noyau initial (5 caprins);
- 654 béliers embouchés et vendus suite à l'Opération d'embouche ovine à l'approche de la tabaski par chacune des 24 coopératives pour une première opération en 2020 et 556 béliers embouchés par les 24 groupements solidaires pour un chiffre d'affaires global d'environ 32 millions pour la seconde en 2021 ;
- Pour les caprins 2735 têtes dont 767 mâles, 1968 femelles et pour les volailles : 116 sujets et est passé en 2021 à 3221 têtes de chèvres dont 2249 femelles a connu une évolution de 17.76% par rapport à 2020 soit 71% des ménages ayant un noyau supérieur ou égal à 5 têtes
- Impact de la visite d'échange au Niger en synergie avec la CRB/CRM et WSM/UTM sur l'utilisation du moringa.

2.2.7. Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

2.2.7.1. Genre

Le Mali dispose d'une « Politique Nationale Genre du Mali » (2011). Il a adhéré aux conventions internationales proclamant le droit des femmes, et a inscrit l'égalité de droits des sexes dans la constitution. Bien que certains progrès aient été observés, les inégalités restent importantes. Enabel a également mis à jour son approche genre.

L'ensemble des activités du LCIANK est directement tourné vers la femme et l'enfant, dans une triple perspective :

Soins et nutrition (y compris mutuelles de santé)

Intégration de la femme dans les centres de décisions communautaires (approche par quota)

AGR : Recheptelisation, périmètres maraichers.

2.2.7.2. Environnement

Différentes actions concernent de façon directe l'environnement :

- Etudes d'impact environnemental avant la réalisation des investissements d'eau potable, eau productive et d'ouvrages de franchissement
- Construction des différents bâtiments (hangars) en voute nubienne
- Actions de promotion de techniques de lutte contre la dégradation des terres (RNA, demi-lune, Zaï) (champs écoles paysans encadrés pour l'application des pratiques agroécologiques : SOS FAIM/CAEB
- Promotion de la fumure organique (fosses compostières) et des bio pesticides
- Promotion de l'énergie solaire pour l'alimentation de ses bureaux et centres conventionnés et les mutuelles (WSM/UTM)
- Promotion de puisards pour l'évacuation des eaux usées Join For Water PROTOS/CSPEEDA.

2.2.7.3. Digitalisation

Le Mali, comme la Belgique, ont mis au nombre de leurs priorités d'action des « Agenda numériques ».

Le « document de stratégie nationale de développement numérique du Mali » vise notamment :

- La généralisation de l'accès aux réseaux et services numériques ;
- Le développement de la production et l'offre de contenus ;
- Le développement des usages et des services numériques ;
- Le développement de l'industrie du numérique ;
- La constitution du capital humain ;
- et l'instauration de la confiance numérique.

Le numérique apparaît comme un véritable levier d'inclusion sociale et de bien-être humain à travers un meilleur accès à l'information, à la connaissance et au savoir et de création d'emplois et de réduction du chômage. Il permet aussi le développement économique de tous les secteurs d'activités et une gouvernance transparente.

Dans le souci d'améliorer le système de collecte des informations suivant les indicateurs du cadre harmonisé sous la gouvernance du SAP, les SCAP-RU assurent le remplissage et la remontée des informations conformément au canevas reçu lors des sessions de formation animées par le SAP. Les différents comités se réunissent mensuellement pour renseigner les fiches de collecte et assurent leur remontée au niveau des communes concernées. Ainsi, les informations recueillies seront intégrées dans le circuit officiel du SAP. Il faut noter que le système de collecte sur papier présente de nombreux désavantages à savoir le risque élevé de perte d'informations à tous les niveaux, un temps de collecte et de saisie des données plus importants et un risque élevé de doublons. C'est dans ce cadre que les SCAP-RU ont sollicité l'appui de l'intervention LCIANK pour la mise en place d'un système de collecte de données mobile.

Ce système de collecte a été mis en place et les capacités des membres des SCAP-RU et collectivités ont été renforcées. Le questionnaire mensuel papier de plus de 10 pages est à présent disponible de façon conviviale sur les smartphones. En amont de la formation les points focaux SAP ont reçu des ordinateurs et les membres des SCAP-RU ont été dotés en smartphones model techno camon.

Les SCAP-RU font la collecte de données avec les smartphones via l'application KoboCollect. Les données ainsi collectées sont exportées au format Excel par le point focal SAP et envoyées par mail au niveau de la direction régionale.

Il faut aussi noter que WSM_UTM utilise la digitalisation pour les cartes des membres, le rapports et l'enregistrement des cotisations.

2.2.7.4. Emplois décents

Les exploitations et en particulier les ménages vulnérables utilisent la main-d'œuvre familiale qui, très souvent comprend aussi des enfants. Il s'agit de produire ce qui est nécessaire pour la famille sans coût additionnel en référence à la main-d'œuvre rémunérée.

Dans ces conditions, il n'y a pas une surexploitation de la personne humaine même si parfois la femme travaille pendant plus d'heures par jour que l'homme.

Chez les ménages vulnérables, le travail familial n'est pas rémunérateur au titre de couvrir tous les besoins vitaux, pas à cause de son coût mais à cause du manque de certains des facteurs nécessaires à la production. A cet égard, on peut citer l'insuffisance du capital foncier, du nombre de bras valides, d'intrants tel le fumier, des semences de bonne qualité etc.

2.2.8. Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils

contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

L'intervention a connu une étude baseline qui lui a permis de se doter d'une matrice de suivi évaluation et des outils pour appréhender périodiquement les indicateurs de suivi. Ce sont ces indicateurs qui ont alimenté le rapportage annuel du projet.

Au cours de sa mise en œuvre, le projet a bénéficié de 3 missions de backstopping qui ont tous contribué au suivi et à l'orientation du projet. Ces missions sont intervenues en décembre 2017, avril 2019 et en novembre 2021.

La première mission de backstopping a permis de renforcer les capacités pour l'élaboration des conventions de subside, la deuxième pour l'orientation stratégique de l'intervention et la 3^{ème} était pour mener des réflexions sur les acquis du projet à reconforter dans le cadre d'un programme transitoire en phase avec les recommandations de la mission d'évaluation à mi-parcours d'avril 2021.

La mission d'audit a aussi permis d'évaluer les procédures des partenaires mais aussi de la gestion de Enabel.

Au cours de cette mission les insuffisances dans l'application des procédures des partenaires ont été relevées et les corrections ont été apportées en fonction des recommandations. Il faut noter que certains coûts inéligibles ont été identifiés et ont fait l'objet de remboursements par les partenaires de mise en œuvre.

Durabilité

2.2.9. Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

En ce qui concerne la viabilité économique et financière des actions du LCIANK au bénéfice des cibles est liée à la capacité de gouvernance des structures de gestion. De nos jours toutes les actions menées au profit des bénéficiaires assurent la satisfaction des besoins secondaires des ménages vulnérables. Quant à leur viabilité économique et financière elle n'est pas assurée à 100% :

- Les mutuelles de santé qui assurent l'accès aux soins de santé de proximité des populations agrosylvo- pastorales est en lien avec le paiement régulier des cotisations complétée par un co-financement de l'Etat n'est pas satisfaisant. Le portage des mutuelles par les collectivités territoriales n'est pas encore effectif même s'il y a un début ;
- Les groupes solidaires ayant bénéficié d'appui pour la conduite des activités d'AGR en embouche ont réalisé deux opérations d'embouche ovine et sont mis en relation avec l'institution de microfinances CAECE-JIGISEME. Ces groupements doivent bénéficier de l'appui des collectivités et des services techniques de l'Etat pour le suivi et présentation des bilans ;
- 63 % ménages vulnérables ayant bénéficié de noyaux de caprins ont multiplié leurs noyaux reproducteurs par 2 ou 3 leur permettant de faire des économies et faire face aux soins de santé, d'éducation des enfants ;
- En ce qui concerne les investissements structurants du LCIANK en termes de viabilité économique et financière, on peut se focaliser sur l'exploitation communautaire des périmètres maraichers. Ces périmètres sont exploités par les groupements de femmes à travers les comités de gestion. Pour assurer une durabilité et viabilité, les collectivités doivent veiller à leur bonne exploitation et demander aux services techniques d'assurer l'appui -conseil nécessaire.

2.2.10. Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cible et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Il faut noter que les résultats obtenus par les partenaires de mise en œuvre du LCIANK et de la coordination de Enabel sont des acquis et opportunités de résilience mais demeurent encore fragiles en matière d'appropriation.

En ce qui concerne les investissements structurants, certes ils sont tous achevés et réceptionnés et même en exploitation ; mais nécessitent un suivi et une appropriation par les collectivités territoriales dans leur rôle de maître d'ouvrage. Ces collectivités dans la plupart des cas possèdent des moyens limités pour assurer un suivi adéquat pour assurer la durabilité et la pérennisation.

2.2.11. Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

L'intervention fait suite à un programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les cercles de Nara et Niore du Sahel (PLIAM). Ce programme multi acteurs et multi secteurs a produit des résultats et des leçons qui ont guidé la formulation du LCIANK.

L'intervention s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en lien avec le CREED et développe des partenariats et des synergies avec d'autres projets à objectifs similaires et qui s'exécutent dans la région de Koulikoro, à savoir : le P2RS, CARITAS Mali et World Vision.

Les indicateurs de suivi et évaluation de l'intervention sont alignés sur les systèmes nationaux notamment le Cadre harmonisé, les enquêtes SMART, l'ENSAN et le Service d'Alerte Précoce (SAP).

La conception et la formulation emprunte une approche territoriale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec une forte implication des parties prenantes. Il s'agit des services techniques de l'Etat, de la société civile.

La DRPSIAP et l'ADR de Koulikoro se sont impliquées activement dans l'accompagnement et le suivi des actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le terrain pour un appui/conseil aux collectivités territoriales. Par la suite, ces actions ont été approuvées en relation avec les besoins réels des populations et ont été intégrées dans les plans et stratégies de développement local via les PDESC. Ainsi, les communes de Kolokani, Massantola, Benkadi, Fallou et Niamana disposent de PDESC sensibles à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Par ailleurs, dans le souci d'améliorer le système de collecte des informations suivant les indicateurs du cadre harmonisé sous la gouvernance du SAP, les SCAP-RU, au niveau village assurent de façon mensuelle, le remplissage et la remontée des informations conformément au canevas reçu lors des sessions de formation animées par le SAP.

Aussi, les différents comités SCAP-RU se réunissent mensuellement pour renseigner les fiches de collecte et assurent leur remontée au niveau des communes concernées et sont acheminées vers le niveau cercle et région.

Ainsi la dotation des 24 SCAP-RU, des 05 communes et 03 cercles en smartphones, matériels informatiques a amélioré la qualité des données collectées et facilite leur remontée.

Au niveau des risques potentiels pour l'intervention LCIANK, le retard pris dans la réalisation des périmètres maraichers, les ouvrages de franchissement, les infrastructures hydrauliques et certaines latrines n'a pas permis au projet de procéder à un suivi/accompagnement correct de l'exploitation et la gestion durable desdites infrastructures, gage d'une meilleure appropriation et une pérennisation.

La mise en place d'une commission chargée de la poursuite des réceptions provisoires et définitives des infrastructures et de leur mise en fonctionnement constituerait une mesure d'atténuation de ce risque.

Le commissariat à la sécurité alimentaire qui assure le portage de l'intervention suit de près les résultats pour leur mise à échelle.

2.2.12. Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Le projet a amélioré les capacités des collectivités dans la planification et développement des stratégies de sécurité alimentaire et nutritionnelle de leurs communes respectives pour un développement local inclusif. Elles possèdent aussi une capacité d'assurer la maîtrise d'ouvrage communal. Il faut noter que tous les investissements réalisés sont inscrits dans les plans de développement des communes.

Ainsi, les services techniques jouent le rôle d'appui conseil, la société civile le rôle de veille citoyenne et des bénéficiaires le rôle de gestion et d'exploitation des investissements.

Apprentissage

2.3. Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Description de l'enseignement tiré.	Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (Intervention, portefeuille pays, Représentation, départements de Enabel Bruxelles, pays partenaire, Belgique...).
La collecte et la remontée des données par les 24 SCAP- <u>RU</u> au niveau des communautés est fortement appréciée et constitue un outil efficace pour la collecte de l'information à la base pour alimenter les niveaux supérieurs où se situe la prise de décision.	Enabel, CSA, SAP, ONG, CT
La planification conjointe favorise une compréhension harmonisée de la stratégie et des activités du LCIANK par tous les acteurs, constitue un facteur qui améliore et suscite des synergies/complémentarités entre tous les acteurs de mise en œuvre (ONG et IMF, services techniques et OSC)	Enabel, CSA, ONG, CT
Les communes (05) possèdent des PDESC intégrant la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	Enabel, CSA, ONG, CT
Les 05 mutuelles de santé (02 nouvelles et 03 anciennes) assurent à hauteur de souhait la prise en charge des mutualistes auprès des centres conventionnés et se professionnalisent	Enabel, District Sanitaire, CT
Les pratiques agroécologiques à travers les champs écoles et les magasins construits en voûte nubienne ont été innovantes pour le LCIANK	Enabel, CT, ONG

2.4. Recommandations

Activité	Orientation proposée
Capacités des acteurs de la sécurité/alimentaire/nutrition	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuivre/achever les actions en cours, finalisation des accords de transfert
Investissements	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Achever les chantiers qui le nécessitent

Activité	Orientation proposée
structurants	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place les conditions de la durabilité : organisations humaines, précision des modèles économiques, outils de gestion optimisé, coaching et transfert
Aliments et services de base	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuivre, sous d'autres responsabilités, les programmes en cours ▪ Mutuelles de santé : accompagner l'autonomisation, en liaison avec les communes/regions
Volet économique pour les vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ponctuellement, mettre en place les conditions de la durabilité : organisations humaines, précision des modèles économiques, outils de gestion optimisé, coaching et transfert
Volet financier	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A réévaluer d'un point de vue fonctionnel/ reformuler en fonction des besoins des infrastructures et groupes

Destinataire	Recommandations /Actions à entreprendre
Ambassade	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plaidoyer pour une poursuite, au moins minimale, de l'accompagnement, en concertation avec les autorités concernées -
ENABEL	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pilotage /animation des réflexions ▪ Plaidoyer pour une poursuite, au moins minimale, de l'accompagnement ▪ Suivi de l'évolution ▪ Préparation du nouveau portefeuille pays (?)
Ministère de l'agriculture et Autorités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Point sur les contributions nationales ▪ Priorisation des attentes et besoins ▪ Participation aux réflexions et la reprogrammation des activités d'accompagnement /suivi
Commissariat à la Sécurité alimentaire et autorités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Point sur les contributions nationales ▪ Priorisation des attentes et besoins ▪ Participation aux réflexions et la reprogrammation des activités d'accompagnement /suivi
Gouvernorat de Koulikoro	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'un Comité chargé d'assurer les réceptions provisoires et définitives des infrastructures ainsi que le suivi et appui à leurs mise en exploitation dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage communale.

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Suivi des décisions prises par la SMCL

La SMCL s'est révélée comme un outil de pilotage du projet en prenant des décisions stratégiques lors de ses différentes sessions. La SMCL a également réalisé le suivi de la mise en œuvre des décisions par le projet à travers un tableau de suivi présenté en début de chaque session.

La session de démarrage s'est tenue le 14 mars 2018 et a :

- approuvé la planification opérationnelle et financière 2018 de LCIANK
- adopté le Rapport Baseline de l'intervention LCIANK

Par la suite, au cours de ses différentes sessions, a pris d'importantes décisions pour faciliter la mise en œuvre du projet, il s'agit notamment de :

- L'approbation des modifications budgétaires proposées en début de l'année 2019 ;
- La décision de la prolongation de la durée de mise en œuvre du Programme Sectoriel CEDI (AREPK et LCIANK) jusqu'au 30 juin 2022 afin de consolider les acquis et capitaliser les expériences ;
- L'approbation du Plan de mise en œuvre des recommandations opérationnelles de la Revue à mi-parcours du « Programme Sectoriel « Croissance Economique Durable et Inclusive – CEDI février 2022 ;
- L'approbation des propositions de modifications budgétaires dans le respect du budget global des interventions février 2022 ;
- L'approbation du rapport de l'évaluation Finale du Programme CEDI comprenant AREPK et LCIANK en juin 2022 ;
- En vue de faciliter la dévolution des matériels et biens des projets en cours de clôture, le Gouvernorat devra organiser une réunion de concertation avec les Ordonnateurs afin de statuer sur les affectations finales des inventaires avant le 22 juin 2022 sur financement des interventions ;
- Le Comité de Pilotage a validé la proposition du transfert des inventaires de matériels et équipements nécessaires au fonctionnement du Programme bilatéral. Toutefois, ces matériels / équipements seront transférés au Partenaire (Etat malien) en 2023 ;
- Le Comité de Pilotage a validé la proposition du transfert des inventaires de matériels et équipements mis en rebus au profit des Organisations de la Société Civile de la Région de Koulikoro à travers sa Coordination Régionale.

30

30

30

2 Dépenses

3 Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement	Budget prévisionnel cumulé	Dépenses réelles cumulées au 31/03/2022	Taux de déboursement cumulé au 31/03/2022	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	6.500.000 euros (4 263 720 500 Francs CFA)	5.878.437 euros soit 3.856.001.899 FCFA	90%	En prenant en compte les engagements, le taux de déboursement atteint 99%
Contribution du pays partenaire	300.000.000 Francs CFA	-	-	Il n'a pas été possible de mobiliser la contrepartie nationale
Autre source	N/A	N/A	N/A	N/A

4 Personnel de l'intervention

LISTE DU PERSONNEL NATIONAL

N° d'ordre	Prénoms et Nom	Fonction	Intervention	Date d'embauche	Date de Sortie
IRC : Renforcement des capacités des institutions et des acteurs de la société civile au niveau de la région de Koulikoro et du niveau central					
1	Pascal TRAORE	Intervention officer	IRC	02-10-17	
2	Oumar TRAORE	Intervention officer	IRC	02-10-17	
3	Amadou KODIO	Chauffeur	CS FIN-ECA	19-09-17	
4	Mariam KANE	Assistante Administrative	CS FIN-ECA	19-09-17	
5	Kadiatou TRAORE	Intervention officer	POOL EXPERTISE	03-06-19	
	Karim CAMARA	Administrateur Gestionnaire	CS FIN-ECA	02-10-17	28-02-18
	Mahamadou TANDINA	Administrateur Gestionnaire	CS FIN-ECA	01-03-18	28-06-19
AREPK : Renforcement de l'Élevage et de l'Économie Pastorale au niveau de la Région de Koulikoro					
6	Assitan Sokona SAMAKE	Gestionnaire Achats et Logistique	CS FIN-ECA	01-07-18	
7	Domo OUOLOGUEM	Contrôleur de Gestion	CS FIN-ECA	02-10-17	
8	Mariam SINANTA	Assistante Administrative	CS FIN-ECA	02-10-17	
9	Belco DOUCOURE	Chauffeur	CS FIN-ECA	02-10-17	
10	Alassane DAFTE	Intervention officer	AREPK	02-10-17	
11	Ibrahim CISSE	Chauffeur	CS FIN-ECA	19-09-17	
12	Alou CISSE	Chauffeur	CS FIN-ECA	15-01-18	
13	Ibrehima BA	Intervention officer	AREPK	12-03-18	

14	Oumar KONATE	Expert contractualisation	CS FIN-ECA	02-12-19	
	Bakary TRAORE	Pastoraliste	AREPK	09-04-18	21-09-20
	Djibril TRAORE	Ingénieur Génie Rural	AREPK	12-03-18	08-07-20
15	Mamary S KONATE	Intervention officer	AREPK	12-03-18	
16	Ousmane TRAORE	Chauffeur	CS FIN-ECA	22-05-18	
17	Mamadou BAMBA	Intervention officer	AREPK	11-01-21	
18	Amah KEITA	Chauffeur	CS FIN-ECA	01-09-21	
	Salif DIALLO	Chauffeur	CS FIN-ECA	06-07-20	31-08-21
	Adama DIALLO	ATN/Marchés Publics	CS FIN-ECA	01-09-18	15-07-19
	Oumar TOURE	Logisticien	CS FIN-ECA	12-06-19	16-10-19

LCIANK : Lutte contre l'insécurité alimentaire et la Malnutrition au niveau du cercle de NARA (Koulikoro)

19	Fidèle DARA	Expert Sectoriel & Thématique	LCIANK	02-10-17	
20	Mme KAMATE Mariam TRAORE	Intervention officer	LCIANK	02-10-17	
21	Séga DIALLO	Chauffeur	CS FIN-ECA	02-10-17	
	Mama DIALLO	Assistante Admin. et logistique	CS FIN-ECA	12-03-18	02-11-20
21	Bouraïma BAMBA	Intervention officer	LCIANK	03-04-18	
22	Moussa TIENTA	Chauffeur	CS FIN-ECA	01-12-18	
23	Moussa ALASSANE	Monitoring & Evaluation officer	POOL EXPERTISE	01-12-17	
24	Tiecoura DEMBELE	Contrôleur de Gestion	CS FIN-ECA	03-06-19	
25	Fatoumata HAIDARA	ICT Officer	POOL EXPERTISE	03-06-19	
26	Louis Pierre DAKOUO	Comptable	CS FIN-ECA	01-04-20	
27	Moulaye Ismail HAIDARA	Gestionnaire Achats et Logistique	CS FIN-ECA	01-09-20	

PEPAK : Amélioration de l'Accès à l'Eau potable et à l'Assainissement dans la Région de Koulikoro

28	Harouna SIDIBE	Contôleur de Gestion	CS FIN-ECA	03-01-11	
29	Bouréïma SINGARE	Monitoring & Evaluation Officer	POOL EXPERTISE	17-06-19	
30	Issa BAMBA	Chauffeur	CS FIN-ECA	03-06-19	
31	Bakary COULIBALY	Chauffeur	CS FIN-ECA	03-06-19	
32	Ali TIMBO	Intervention officer	PEPAK	10-11-19	
33	Mahamadou MAKANGUIE	Intervention officer	PEPAK	02-01-20	
34	Adama Aliou DIALLO	Expert Sectoriel & Thématique	PEPAK	01-08-19	

LISTE DU PERSONNEL EXPATRIÉ

N° d'ordre	Prénoms et Nom	Fonction	PROJET	Date d'embauche	Date de Sortie
1	Maman Laminou TATA	Program Manager et Manager Intervention	UCP & IRC	13-09-17	
2	Jean MBAYAHAGA	Intervention Manager	AREPK & LCIANK	13-09-17	
5	Simon BOLOMBO BAKWA	RAFI	CS FIN-ECA	03-09-17	

5 Marchés publics

Ordre	Référence	Intitulé du marché	Attributaire	Date de notification	Date OS	Date de fin	Montant du contrat FCFA	Montant Euros
1	MLI330	Lot 1 : Etudes- Aménagement de 10 périmètres maraichers irrigués et identification des bassins de réception, la réalisation de 20 puits maraichers et le diagnostic pour le renforcement de 03 systèmes d'adduction d'eau existants et l'équipement de 02 forages existants en système d'adduction d'eau, dans les communes de Fallou et Niamana (cercle de Nara), de Kolokani et Massantola (cercle de Kolokani) et la commune de Benkadi (cercle de Banamba), dans la région de Koulikoro	GOMNY INGENERIE CONSEIL SARL	28-02-20	04-05-20	03-07-20	30.215.500	46.063
		Lot 2 : Etudes- Réhabilitation de 25 Pompes à Motricité Humaine (PMH), réalisation de 5 nouveaux forages équipés de PMH, 04 forages positifs équipés de Système Hydraulique Villageois Amélioré (SHVA), réhabilitation d'un SHVA, dans les 5 communes d'intervention (Fallou, Niamana), cercle de Nara ; (Kolokani et Massantola), cercle de Kolokani, et Benkadi cercle de Banamba	SEROHS	28-02-20	04-05-20	03-07-20	31.123.000	47.447
		Lot 3 : Etudes - Réalisation de 30 blocs de latrines scolaires séparées pour filles et garçons dans 15 écoles des communes de (Kolokani et Massantola) cercle de Kolokani, (commune de Benkadi) cercle de Banamba et (communes de Fallou et Niamana) dans le cercle de Nara région de Koulikoro	Groupement SID- SERTAS	28-02-20	04-05-20	03-06-20	12.517.000	19.082
2	MLI1604911-10004	Etude diagnostic des infrastructures d'approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement, dans 5 communes (Fallou, Niamana, Kolokani, Massantola et Benkadi) dans les cercles de Nara, Kolokani et Banamba dans la région de Koulikoro-Lot1	BIRAD SARL - Lot1	29-05-19	29-05-19	28-06-19	9.700.000	14.788

		Etude diagnostic des infrastructures d'approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement, dans 5 communes (Fallou, Niamana, Kolokani, Massantola et Benkadi) dans les cercles de Nara, Kolokani et Banamba dans la région de Koulikoro et l'évaluation des Connaissances, Attitudes et Pratiques (CAP) des populations des communes rurales de Fallou, Niamana, Kolokani, Massantola et Benkadi en matière d'eau d'hygiène et assainissement, dans la région de Koulikoro en deux (02) lots (lot2).	BSH – SARL/NOVEC – MALI S.A,	29-05-19	29-05-19	28-06-19	20.586.500	31.384
3	MLI1604911-10016	Marché de travaux de construction de deux (02) blocs de trois (03) latrines séparées pour filles et garçons dans sept (07) écoles dans le cercle de Nara, région de Koulikoro	SOLATRAF	30-11-20	06-01-21	06-04-21	48.531.635	73.986
4	MLI1604911-10006	Marché de travaux MLI1604911-10006 relatif aux « travaux de réalisation de trente blocs de latrines scolaires dans 15 écoles des communes de Kolokani et Massantola, Benkadi Fallou et Niamana». Lot 2 : Travaux de construction de deux (02) blocs de trois (03) latrines séparées pour filles et garçons dans huit (08) écoles dans les cercles de Banamba & Kolokani, région de Koulikoro	Entreprise Nouvelle de Construction et Aménagement	27-10-20	18-01-21	18-04-21	49.362.076	75.252
5	MLI1604911-10005	Marché de travaux de réhabilitation de 22 PMH installées sur d'anciens forages et d'équipement de 08 nouveaux forages en PMH ; réalisation de 11 nouveaux forages dont 08 équipés de PMH et 03 en SHVA et de réhabilitation de 02 SHVA et d'équipement de 03 nouveaux forages en SHVA dans 5 communes des cercles de Banamba, Kolokani et Nara, région de Koulikoro	Entreprise Naman Construction-Lot1	21-01-21	22-02-21	22-06-21	57.751.200	88.041
			FARO MALI-Lot2	21-01-21	22-02-21	22-06-21	52.850.000	80.569
			Entreprise Alima Bâtitseur Services-Sarl - Lot3	21-01-21	22-02-21	22-06-21	69.540.000	106.013
6	MLI1604911-10007	Aménagement des 10 périmètres maraichers irrigués et identification des bassins de réception, réalisation de 20 puits maraichers, et le diagnostic pour le renforcement de 3 systèmes d'addiction d'eau existant et l'équipement de deux forage existant en système d'addiction d'eau dans les 5 communes de Kolokani et Massantola (cercle de Kolokani), commune de Benkadi cercle de banamba; commune de Fallou et Niamana cercle de Nara	Ouagadou SARL (lot1&2)	15-04-21	24-05-21	21-09-21	203.649.696	310.462
7	MLI1604911-10008	Réalisation d'ouvrages de franchissement	EKA SARL	27-04-21	15-11-21	15-03-22	84.504.495	128.826
8	DP 011/ENABEL/LCIANK	Contrat-cadre pour l'acquisition de 10 systèmes de prépaiement de l'eau pour les ouvrages hydrauliques complexes (SHVA, AES, AEP	2B Distribution	14-07-21	14-07-21	12-10-21	6.560.000	10.001

9	DRPN°8	Fourniture de smartphones, laptops, d'imprimante et consommables	El ELYON	13-04-21	03-05-21	02-06-21	12.156.000	18.532
							689.047.102	1.050.446

58

38

38

6 Conventions de subsides

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	Nom du Partenaire/Institution	Statut institution	Objet de l'Accord	Modalité de paiement	Entrée en vigueur (date)	Fin de la convention (date)	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut
MLI1604911/LCIAN K/CSub/005	régie	Croix-Rouge de Belgique	ONG	Prévention et prise en charge de la malnutrition	Tranche variable	14-03-18	31-03-22	€ 554.400	363.662.561 XOF	Signée
001/AV-CSUB/MLI1604911/LCIAN/CSub/003	régie	WSM	ONG	Renforcement des mécanismes de protections sociales (mutuelles)	Tranche variable	31-05-18	31-03-22	€ 465.500	305.347.984 XOF	Signée
MLI1604911/LCIAN K/CSub/001	régie	PROTOS	ONG	Amélioration de l'accès à l'eau potable et productive, hygiène et assainissement	Tranche variable	14-03-18	31-03-22	€ 559.650	367.106.335 XOF	Signée
MLI1604911/01/07/CSub/002	régie	SOS FAIM	ONG	Récapitalisation des ménages agricoles et renforcement des banques de céréales	Tranche variable	14-03-18	31-03-22	€ 1.039.000	681.539.323 XOF	Signée
MLI1604911/LCIAN K/CSub/004	régie	VSF-B	ONG	Recheptelisation des ménages vulnérables	Tranche variable	14-03-18	31-03-22	€ 905.000	593.641.085 XOF	Signée
MLI1604911/AP/001 /Csub/001	régie	CAECE JIGISEME	ASB	Amélioration de l'offre de services financiers de proximité adaptés aux besoins des populations	Tranche variable	02-05-19	31-03-22	€ 197.876	129.798.147 XOF	Signée

7 MATERIELS ET QUIPEMENTS

7.1 LISTE SIMPLIFIEE DES MATERIELS, EQUIPEMENTS ET PROPOSTION DE REPARTITION

Désignation	Numéro Identification	N° de série	Etat	Nombre	Source/Mode financement
APC Smart-UPS 1500VA LCD RM	MLI1604911 - PMB005	3S1728X00208	Bon	1	LCIANK
Bureau en bois avec bloc 3 tiroirs	MLI1604911 - MOB001	-	Bon	4	LCIANK
Bureau en bois avec tiroir mobile	MLI1604911 - MOB007	-	Bon		LCIANK
Bureau en bois avec tiroir mobile	MLI1604911 - MOB012	-	Bon		LCIANK
Bureau en bois avec tiroir mobile	MLI1604911 - MOB 032	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB004	-	Bon	17	LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB005	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB006	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB010	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB011	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB015	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB016	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB020	-	Bon		LCIANK

Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB021	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB022	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB023	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB024	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB025	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB026	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB027	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB 035	-	Bon		LCIANK
Chaise visiteur	MLI1604911 - MOB 036	-	Bon		LCIANK
Climatiseur 2 CV	MLI1604911 - CLIM001	81503544	Bon	2	LCIANK
Climatiseur 2 CV	MLI1604911 - CLIM007	815052195	Bon		LCIANK
Climatiseur 1,5 CV	MLI1604911 - CLIM002	81505517	Bon	5	LCIANK
Climatiseur 1,5 CV	MLI1604911 - CLIM003	81505893	Bon		LCIANK
Climatiseur 1,5 CV	MLI1604911 - CLIM004	81505735	Bon		LCIANK
Climatiseur 1,5CV	MLI1604911 - CLIM005	81506138	Bon		LCIANK
Climatiseur 1,5 CV	MLI1604911 - CLIM006	81505514	Bon		LCIANK

Coffre fort 150 kg	MLI1604911 - MOB 028	-	Bon	1	LCIANK
Copieur Canon 2530i	MLI1604911 - IMP002	(21) RNV47655	Bon	1	LCIANK
Etagère en bois	MLI1604911 - MOB002	-	Bon	4	LCIANK
Etagère en bois	MLI1604911 - MOB008	-	Bon		LCIANK
Etagère en bois	MLI1604911 - MOB013	-	Bon		LCIANK
Etagère en bois	MLI1604911 - MOB 033	-	Bon		LCIANK
Extincteur de type ABC	MLI1604911 - PMB011		Bon	5	LCIANK
Extincteur de type ABC	MLI1604911 - PMB012		Bon		LCIANK
Extincteur de type ABC	MLI1604911 - PMB013		Bon		LCIANK
Extincteur de type ABC	MLI1604911 - PMB014		Bon		LCIANK
Extincteur de type ABC	MLI1604911 - PMB015		Bon		LCIANK
Fauteuil Ministre	MLI1604911 - MOB003	-	Bon	4	LCIANK
Fauteuil Ministre	MLI1604911 - MOB009	-	Bon		LCIANK
Fauteuil Ministre	MLI1604911 - MOB014	-	Bon		LCIANK
Fauteuil Ministre	MLI1604911 - MOB 034	-	Bon		LCIANK
Flybox avec phone pour connexion Internet	MLI0401511 - PMB003	M689K144225001799 et M214147DOTE6728	Bon, remplacé Orangé Sobox	1	PAEX

Fontaine d'eau fixe de contenance 20L	MLI1604911 - MOB030	-	Bon	1	LCIANK
Infosec X1-Ex 1600VA	MLI1604911 - PMB007	631711500001	Bon	1	LCIANK
Imprimante LaserJet Couleur Pro MFP M277dw	MLI1604911 - IMP001	VNBKK7N2PB	Bon	1	LCIANK
Ordinateur Portable CLEVO avec CD NOTEBOOK, Internal DVD-RW & Antivirus	MLI1604911-ORD 002	NKN350DW0006J00150	Bon	5	LCIANK
Ordinateur Portable CLEVO avec CD NOTEBOOK, Internal DVD-RW & Antivirus	MLI1604911-ORD 003	NKN350DW0006J00183	Bon		LCIANK
Ordinateur Desktops Lenovo - m700 15-6400, 8 GB RAM, 1TB, with DVD	MLI1604911- ORD005	S4DR9063	Bon		LCIANK
Ordinateur Ecran PHILIPS 241P6QPJKES pour Ordinateur	MLI1604911- ORD006	UHBA1725007211	Bon		LCIANK
Ordinateur Portable CLEVO avec CD NOTEBOOK, Internal DVD-RW & Antivirus	MLI1604911-ORD 004	NKN350DW0006J00177	Bon		LCIANK
SONY CYBER-SHOT DSC-RX100 CAMERA avec Batterie SONY	MLI1604911 - PMB002	7824961	Bon	1	LCIANK
Stabilisateur Airstar ST3000A	MLI1604911 - PMB004	-	Bon	1	LCIANK
Table de réunion	MLI1604911 - MOB017	-	Bon	4	LCIANK
Table de réunion	MLI1604911 - MOB018	-	Bon		LCIANK
Table de réunion	MLI1604911 - MOB019	-	Démonté		LCIANK
Table de réunion	MLI1604911 - MOB029	-	Non monté		LCIANK
Toyota Hilux Doubles Cabine	MLI1604911 VEH002	1744 CAT (23042)	BON	1	LCIANK
TP-LINK TL-WR1043ND Ultimate 300Mbps Wireless N Gigabit Router	MLI1604911 - PMB008	217398002727	Bon	3	LCIANK

TP-LINK TL-WR1043ND Ultimate 300Mbps Wireless N Gigabit Router	MLI1604911 - PMB009	2173798002729	Bon		LCIANK
TP-LINK TL-WR1043ND Ultimate 300Mbps Wireless N Gigabit Router	MLI1604911 - PMB010	2173798002730	Bon		LCIANK
UPS EATON ELLIPSE 1600 FR USB	MLI1604911 - PMB006	P033H29TF3	Bon	1	LCIANK
VIDEOPROJECTOR WXGA EPSON EB-1761	MLI1604911 - PMB001	X3T47600285	Bon	1	LCIANK

7.2 LISTE DES MATERIELS, EQUIPEMENTS ET PROPOSITION DE REPARTITION

N°	Code Navision	Numéro Identification	Désignation	N° de série	Date d'acquisition	Source/Mode financement	Montant CFA	Ancienne Affectation	Nouvelle Affectation	Utilisateur (Fonction)	Localisation	Et
1	MLI1604911	MLI1604911 VEH002	Toyota Hilux Doubles Cabine	1744 CAT (23042)	07-11-17	LCIANK	16.442.500	LCIANK	Partenaire	Séga DIALLO	Kolokani	BON
2	MLI1604911	MLI1604911 VEH003	Toyota Fortuner	2383 CAT CH1398	31-05-18	LCIANK	17.894.645	LCIANK	UCP	Moussa TIENTA	Koulikoro	Bon
3	MLI1604911	MLI1604911- ORD001	Ordinateur Portable CLEVO avec CD NOTEBOOK, Internal DVD-RW & Antivirus	NKN350DW0006J00119	16-10-17	LCIANK	400.258	LCIANK	Mise au rebut	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	en panne irrecup
4	MLI1604911	MLI1604911 - IMP001	Imprimante LaserJet Couleur Pro MFP M277dw	VNBKK7N2PB	16-04-18	LCIANK	275.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	Bon
5	MLI1604911	MLI1604911-ORD 002	Ordinateur Portable CLEVO avec CD NOTEBOOK, Internal DVD-RW & Antivirus	NKN350DW0006J00150	16-10-17	LCIANK	400.258	LCIANK	Partenaire	IO Intermédiation Sociale	Bureau IO intermédiat. Soc.	Bon
6	MLI1604911	MLI1604911-ORD 003	Ordinateur Portable CLEVO avec CD NOTEBOOK, Internal DVD-RW & Antivirus	NKN350DW0006J00183	16-10-17	LCIANK	400.258	LCIANK	Partenaire	IO Sécurité Alimentaire	Bureau IO Sécurité alimentaire	Bon
7	MLI1604911	MLI1604911 - IMP002	Copieur Canon 2530i	(21) RNV47655	16-04-18	LCIANK	2.850.000	LCIANK	Partenaire	Expert Thématique & Séctoriel	Salle de réunion	Bon
8	MLI1604911	MLI1604911- ORD005	Desktops Lenovo - m700 15-6400, 8 GB RAM, 1TB, with DVD	S4DR9063	17-01-18	LCIANK	285.499	LCIANK	Partenaire	-	Bureau Assist. Admin. & Logistique	Bon
9	MLI1604911	MLI1604911- ORD006	Ecran PHILIPS 241P6QPJKES pour Ordinateur	UHBA1725007211	17-01-18	LCIANK	128.043	LCIANK	Partenaire	-	Bureau Assist. Admin. & Logistique	Bon
10	MLI1604911	MLI1604911-ORD 004	Ordinateur Portable CLEVO avec CD NOTEBOOK, Internal DVD-RW & Antivirus	NKN350DW0006J00177	16-10-17	LCIANK	400.258	LCIANK	Partenaire	IO Génie Rural	Bureau ATN Génie rural	Bon
11	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB001	Bureau en bois avec bloc 3 tiroirs	-	07-05-21	LCIANK	140.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	Bon
12	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB002	Etagère en bois	-	07-05-18	LCIANK	120.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	Bon

13	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB003	Fauteuil Ministre	-	07-05-18	LCIANK	215.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	Bon
14	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB004	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	Bon
15	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB005	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	Bon
16	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB006	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	Bon
17	MLI 1604911	MLI1604911 - CLIM001	Climatiseur 2 CV	81503544	06-06-18	LCIANK	325.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	Bon
18	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB007	Bureau en bois avec tiroir mobile	-	07-05-18	LCIANK	140.000	LCIANK	Partenaire	IO Intermédiation Sociale	Bureau IO intermédiat. Soc.	Bon
19	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB008	Etgère en bois	-	07-05-18	LCIANK	120.000	LCIANK	Partenaire	IO Intermédiation Sociale	Bureau IO intermédiat. Soc.	Bon
20	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB009	Fauteuil Ministre	-	07-05-18	LCIANK	215.000	LCIANK	Partenaire	IO Intermédiation Sociale	Bureau IO intermédiat. Soc.	Bon
21	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB010	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire	IO Intermédiation Sociale	Bureau IO intermédiat. Soc.	Bon
22	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB011	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire	IO Intermédiation Sociale	Bureau IO intermédiat. Soc.	Bon
23	MLI 1604911	MLI1604911 - CLIM002	Climatiseur 1,5 CV	81505517	06-06-18	LCIANK	295.000	LCIANK	Partenaire	IO Intermédiation Sociale	Bureau IO intermédiat. Soc.	Bon
24	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB012	Bureau en bois avec tiroir mobile	-	07-05-18	LCIANK	140.000	LCIANK	Partenaire	IO Sécurité Alimentaire	Bureau IO Sécurité alimentaire	Bon

25	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB013	Etgère en bois	-	07-05-18	LCIANK	120.000	LCIANK	Partenaire	IO Sécurité Alimentaire	Bureau IO Sécurité alimentaire	Bon
26	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB014	Fauteuil Ministre	-	07-05-18	LCIANK	215.000	LCIANK	Partenaire	IO Sécurité Alimentaire	Bureau IO Sécurité alimentaire	Bon
27	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB015	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire	IO Sécurité Alimentaire	Bureau IO Sécurité alimentaire	Bon
28	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB016	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire	IO Sécurité Alimentaire	Bureau IO Sécurité alimentaire	Bon
29	MLI 1604911	MLI1604911 - CLIM003	Climatiseur 1,5 CV	81505893	06-06-18	LCIANK	295.000	LCIANK	Partenaire	IO Sécurité Alimentaire	Bureau IO Sécurité alimentaire	Bon
30	MLI 1604911	MLI1604911 - CLIM004	Climatiseur 1,5 CV	81505735	06-06-18	LCIANK	295.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau non affecté	Bon
31	MLI 1604911	MLI1604911 - CLIM005	Climatiseur 1,5CV	81506138	06-06-18	LCIANK	295.000	LCIANK	Partenaire		Bureau IO AREPK	Bon
32	MLI 1604911	MLI1604911 - CLIM007	Climatiseur 2 CV	815052195	06-06-18	LCIANK	325.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon
33	MLI 1604911	MLI1604911 - FRI001	Refrigerateur 160 litres SHARP	A03698	06-06-18	LCIANK	245.000	LCIANK	Mise au rebut		Salle de Réunion	en panne irrecup
34	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB017	Table de réunion	-	07-05-18	LCIANK	350.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon
35	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB018	Table de réunion	-	07-05-18	LCIANK	350.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon
36	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB019	Table de réunion	-	07-05-18	LCIANK	350.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Démor
37	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB020	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon
38	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB021	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon
39	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB022	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon
40	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB023	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon

41	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB024	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon
42	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB025	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon
43	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB026	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon
44	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB027	Chaise visiteur	-	07-05-18	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire		Salle de Réunion	Bon
45	MLI 1604911	MLI1604911 - CLIM006	Climatiseur 1,5 CV	81505514	06-06-18	LCIANK	295.000	LCIANK	Partenaire	-	Bureau Log	Bon
46	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB028	Coffre fort 150 kg	-	04-09-18	LCIANK	430.000	LCIANK	Partenaire	-	Bureau Log	Bon
47	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB029	Table de réunion	-	07-05-18	LCIANK	350.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Salle de réunion	Non m
48	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB030	Fontaine d'eau fixe de contenance 20L	-	07-06-18	LCIANK	110.000	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Couloir	Bon
49	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB031	Coffre fort 150 kg	-	04-09-18	LCIANK	430.000	LCIANK	UCP	RAFI	Bureau RAFI	Bon
50	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB032	Bureau en bois avec tiroir mobile	-	23-03-19	LCIANK	140.000	LCIANK	Partenaire	-	Bureau Log	Bon
51	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB033	Etagère en bois	-	23-03-19	LCIANK	120.000	LCIANK	Partenaire	-	Bureau Log	Bon
52	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB034	Fauteuil Ministre	-	23-03-19	LCIANK	215.000	LCIANK	Partenaire	-	Bureau Log	Bon
53	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB035	Chaise visiteur	-	23-03-19	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire	-	Bureau Log	Bon
54	MLI 1604911	MLI1604911 - MOB036	Chaise visiteur	-	23-03-19	LCIANK	50.000	LCIANK	Partenaire	-	Bureau Log	Bon
55	MLI 1604911	MLI1604911 - PMB001	EPSON EB-1761 VIDEOPROJECTOR WXGA	X3T47600285	16-10-17	LCIANK	402.771	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	Bon
56	MLI 1604911	MLI1604911 - PMB002	SONY CYBER-SHOT DSC-RX100 CAMERA avec Batterie SONY	7824961	16-10-17	LCIANK	259.759	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	Bon
57	MLI0401511	MLI0401511 - PMB003	Flybox avec phone pour connexion Internet	M689K144225001799 et M214147DOTE6728	22-12-10	PAEX	-	PAEX	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Salle de réunion	Bon, rempli Orangé

												Sobox
58	MLI 1604911	MLI1604911 - PMB004	Stabilisateur Airstar ST3000A	-	19-04-18	LCIANK	110.000	LCIANK	Partenaire	Expert Thématique & Séctoriel	Salle de réunion	Bon
59	MLI 1604911	MLI1604911 - PMB005	APC Smart-UPS 1500VA LCD RM	3S1728X00208	16-10-17	LCIANK	347.592	LCIANK	Partenaire	-	Koulikoro	Bon
60	MLI 1604911	MLI1604911 - PMB006	UPS EATON ELLIPSE 1600 FR USB	P033H29TF3	16-10-17	LCIANK	138.348	LCIANK	Partenaire	Program Manager	Koulikoro	Bon
61	MLI 1604911	MLI1604911 - PMB007	Infosec X1-Ex 1600VA	631711500001	16-04-18	LCIANK	280.000	LCIANK	Partenaire	Magasin PEPAK	Koulikoro	Bon
62	MLI 1604911	MLI1604911 - PMB008	TP-LINK TL-WR1043ND Ultimate 300Mbps Wireless N Gigabit Router	217398002727	16-10-17	LCIANK	28.495	LCIANK	Partenaire	Magasin PEPAK	Koulikoro	Bon
63	MLI 1604911	MLI1604911 - PMB009	TP-LINK TL-WR1043ND Ultimate 300Mbps Wireless N Gigabit Router	2173798002729	16-10-17	LCIANK	28.495	LCIANK	Partenaire	Magasin PEPAK	Koulikoro	Bon
64	MLI 1604911	MLI1604911 - PMB010	TP-LINK TL-WR1043ND Ultimate 300Mbps Wireless N Gigabit Router	2173798002730	16-10-17	LCIANK	28.495	LCIANK	Partenaire	Magasin PEPAK	Koulikoro	Bon
65	MLI1604911	MLI1604911 - PMB011	Extincteur de type ABC		19-03-18	LCIANK	65.091	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Couloir	Bon
66	MLI1604911	MLI1604911 - PMB012	Extincteur de type ABC		19-03-18	LCIANK	65.091	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Couloir	Bon
67	MLI1604911	MLI1604911 - PMB013	Extincteur de type ABC		19-03-18	LCIANK	65.091	LCIANK	Partenaire	Expert Sectoriel & Thématique	Couloir	Bon
68	MLI1604911	MLI1604911 - PMB014	Extincteur de type ABC		19-03-18	LCIANK	65.091	LCIANK	Partenaire	Responsable National	Loge gardien	Bon
69	MLI1604911	MLI1604911 - PMB015	Extincteur de type ABC		19-03-18	LCIANK	65.091	LCIANK	Partenaire	Responsable National	Magasin	Bon
70	MLI1604911	MLI1604911 - SCA001	SCANNER image FORMULA DR-C225 couleur recto-verso	JK408466	11-01-21	LCIANK	425.000	LCIANK	UCP	C.G. Comptabilité	Bureau Comptabilité	neuf

71	MLI1604911	MLI1604911 - ORDoo7	Ordinateur Portable LENOVO & Antivirus	PC1MRRW6	21-01-21	LCIANK	375.000	LCIANK	Mise au rebut	Expert Sectoriel & Thématique	Bureau Expert sectoriel et thématique	en pan irrecup
72	MLI1604911	MLI1604911 - ORDoo8	Ordinateur Portable Dell Latitude 5520 15.6in - i7 1185g7 - 16GB Ram - 512GB SSD - Win 10 Pro - Azerty Belgian	DG1XJG3	30-11-21	LCIANK	825.200	LCIANK	UCP	Contrôleur de gestion Compta	Bureau Comptabilité	neuf

8 Cadre logique original tiré du DTF :

Cadre des résultats LCIANK

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
OG	La sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau du cercle de Nara est durablement améliorée, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local	Score de Consommation Alimentaire de groupes de ménages Score de diversité alimentaire des ménages et des enfants en fin de période de soudure Indice de stratégies de survie	Rapports SAP Evaluations mi-parcours et finales Rapports CSCom Rapports IRC	Les conditions sécuritaires permettent d'intervenir dans les communes ciblées Stabilité sociale et politique dans les communes Régulation des conditions de sécurité des biens et des personnes Poursuite de l'engagement des autorités maliennes dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle
OS	La sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables est améliorée au niveau des communes ciblées au sein des cercles de Nara, Kolokani et Banamba	Taux d'évolution des ménages en insécurité alimentaire Taux d'évolution de la malnutrition chronique et aigüe (MC MAG) Prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois (sévère, modérée) ; Prévalence de la malnutrition chez les femmes en âge de procréer	Rapports SAP Evaluations mi-parcours et finales Rapports CSCom Rapports IRC	Maintien des programmes prévus et bonne collaboration entre les partenaires Techniques et Financiers Investissement du gouvernement malien dans les Services Techniques Absence d'aléas climatiques graves pendant la période de mise en oeuvre Poursuite de l'engagement des acteurs en faveur de la décentralisation
	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	
R 1	Les capacités des acteurs institutionnels pour l'analyse, la planification et la coordination des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont renforcées au niveau régional et local	Nombre de plans communaux de sécurité alimentaire disponibles ; Nombre de systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponses aux urgences (SCAP-RU) fonctionnelles ; Nombre de comités locaux de suivi de la sécurité alimentaire fonctionnels	Rapports semestriels de Suivi-Evaluation avec données quantitatives et qualitatives Evaluation qualitative annuelle Produits de capitalisation PV des réunions de coordination Rapports de suivi des PDESC	Les conseils communaux priorisent les thèmes qui sont en cohérence avec les choix proposés par le projet Les élus marquent un engagement sincère à améliorer les conditions de vie de leur population Bonne entente entre les différents niveaux de collectivités Bonne entente et volonté de collaboration entre les collectivités et services techniques
R 2	Des investissements structurants sont réalisés par les collectivités territoriales	Nombre d'infrastructures d'eau fonctionnelles à la fin du projet et réalisées sous maîtrise d'ouvrage communale	Etude de référence / Evaluation finale PLIAM	Mobilisation de la contribution locale par rapport aux investissements

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
	pour améliorer la résilience des populations et favoriser la création d'emplois	<p>Nombre de blocs de latrines scolaires fonctionnelles à la fin du projet et réalisées sous maîtrise d'ouvrage communale</p> <p>Superficies aménagées en ha (H/F) mises en valeur pour le maraîchage ;</p> <p>Nombre de km de pistes de commercialisation réalisés</p>	<p>Rapports semestriels de Suivi-Evaluation avec données quantitatives et qualitatives</p> <p>Evaluation qualitative annuelle</p>	<p>Disponibilité de prestataires de qualité suffisante dans la région</p> <p>Les autorités maintiennent le banditisme à un niveau acceptable</p>
R 3	L'utilisation des aliments et l'accès aux services de base sociocommunautaires sont améliorés durablement			
SR31	Les capacités de prévention et de prise en charge de la malnutrition sont améliorées	<p>% de MAS et MAM détectés, référencés par le réseau communautaire et pris en charge dans les CSCOM et sites SEC</p> <p>% d'enfants de 6 à 8 mois ayant bénéficié d'une introduction d'aliments liquides, semi-solides ou mous</p>	<p>Etude de référence</p> <p>Rapports semestriels de suivi évaluation</p> <p>Evaluation annuelle qualitative</p> <p>Rapports SAP / Ocha /IRC</p>	Maintien de l'engagement de la communauté internationale pour une réduction de la malnutrition
SR32	Mise en place de mécanismes de protection sociale (Mutuelles de santé) afin d'améliorer l'accès aux soins de santé	<p>Nombre de mutuelles de santé communales créées et fonctionnelles</p> <p>Nombre total de personnes couvertes (h/f) par les mutuelles de santé</p> <p>Pourcentage des femmes responsables au sein des organes de gestion des mutuelles</p>	<p>Rapports des mutuelles de santé et de leurs unions</p> <p>Rapports de UTM</p> <p>PDESC</p>	<p>Maintien de l'engagement des autorités maliennes pour la promotion de mécanismes de solidarité sociale</p> <p>Avancées dans la mise en place d'une couverture universelle minimale et positionnement des mutuelles pour assurer un rôle dans la prise en charge des soins liés</p>
SR33	L'accès à l'eau est amélioré pour tous de manière durable	<p>Proportion des populations ayant un accès à un point d'eau potable de manière durable</p> <p>Nombre de personnes ayant un accès à un service d'assainissement (pour les latrines familiales on a calculé avec 16 pers/latrine (moyenne de pers/concession) et pour les latrines scolaires avec 150 pers/bloc de 3 latrines)</p> <p>Nombre de communes qui appliquent la maîtrise d'ouvrage pour la gestion des ouvrages d'eau et assainissement</p> <p>(ex. de sous-ind : prise en compte d'un budget MOC dans les PDESC, signature de contrats, suivi-contrôle des</p>	<p>Rapports des services de l'hydraulique</p> <p>Enquêtes auprès des groupes cibles</p>	

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		ouvrages, reddition des comptes) Nombre de structures (CGPE, AUEP) qui gère de manière efficace, efficiente et durable les points d'eau potable (ex. de sous-ind : signature de contrats avec la Commune, utilisation correcte des outils de gestion, durée moyenne avant qu'un PEM soit réparé, ouverture de compte ;...) Nombre de "écoles propres" ayant maintenu durablement ce statut		
R 4	La résilience et l'intégration aux dynamiques de marché sont améliorées pour les petits producteurs et groupes vulnérables			
SR41	La résilience et l'intégration aux dynamiques de marchés (Production végétale) sont améliorées pour les petits producteurs et groupes vulnérables	% d'OPA disposant d'un bon système de gouvernance et d'un mécanisme de redevabilité vis-à-vis de leurs membres % des femmes présentes dans les comités de gestion des OPA Superficie de terres restaurées par village (ha)	Evaluations mi-parcours et finale Rapport semestriel d'analyse rapide de la fonctionnalité Rapport d'activité des partenaires de mise en oeuvre	
SR42	Les capacités de production et de commercialisation (Productions animales) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement	Productivité numérique des caprins des ménages dotés ; Taux de ménage cibles (H/F) ayant un troupeau minimum de reproduction (capital animal minimum physique pour qu'un ménage puisse vivre) ; Taux des ménages vulnérables appuyés organisés en groupes solidaires	Evaluations mi-parcours et finale Rapport semestriel d'analyse rapide de la fonctionnalité Rapport d'activité des partenaires de mise en oeuvre	Pas d'épizootie notable Poursuite de l'installation des Banques Aliments Bétaïls et Centres de Santé Vétérinaires
SR43	Les banques de céréales sont renforcées et permettent un accès équitable aux groupes vulnérables (WSM / Kondo)	Nombre de communes où les réseaux de BC assurent la disponibilité céréalière en toute saison Nombre de réseaux de BC disposant d'un bon système de gouvernance et d'un mécanisme de redevabilité vis-à-vis de ses membres Pourcentage des femmes membres des comités de gestion des BC	Evaluations mi-parcours et finales Rapport semestriel d'analyse rapide de la fonctionnalité Rapport d'activité des partenaires de mise en oeuvre	Les distributions de vivres par les acteurs humanitaires prennent en compte l'existence des Banques de Céréales
SR44	L'offre de services financiers de proximité adaptés aux besoins des populations est	Nombre de produits financiers testés et diffusés par l'IMF ;	Evaluations mi-parcours et finale Rapports des institutions IMF	WSM et SOS Faim prévoient des lignes de crédit sur d'autres lignes de financement que celles de

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
	améliorée	Nombre de clients financés Volume d'épargne constitué/de crédit octroyé (en milliers de FCFA) Nombre de produit de finance mobile développé et opérationnel ; Nombre d'agents CAECE formés	Enquêtes de satisfaction qualitative Rapports des IMF concernées	l'intervention Poursuite des projets de relance de la micro-finance au Mali

9 Matrice de monitoring complète

Résultats / indicateurs	Valeur de base 2017	Valeur cible finale 2021	Valeur cible 2018	Valeur obtenue 2018	Valeur cible 2019	Valeur obtenue 2019	Valeur cible 2020	Valeur obtenue 2020	Valeur cible 2021	Valeur obtenue 2021
IMPACT: La sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau des cercles de Nara, Kolokani et Banamba est durablement améliorée, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local										
Score de Consommation Alimentaire de groupes de ménages :										
Banamba										
Pauvres :										
Limites :	4,1%	4,4%	4,2%	4,18%	4,2%	1,50%	4,4%		4,4%	
Acceptables :	30,6%	33,1%	31,2%	31,21%	31,8%	14%	32,5%		33,1%	
	65,3%	70,7%	66,6%	66,61%	67,9%	84,5%	69,3%		70,7%	
Kolokani										
Pauvre :										
Limites:	29,3%	31,7%	29,9%	29,89%	30,5%	7,6%	31,1%		31,7%	
Acceptables	31,3%	33,9%	31,9%	31,93%	32,6%	22,7%	33,2%		33,9%	
	39,3%	42,5%	40,1%	40,09%	40,9%	69,8%	41,7%		42,5%	
Nara										
Pauvre :										
Limites:	2%	2,2%	2%	2,04%	2,1%	14,5%	2,1%		2,2%	3,2%
Acceptables	8,1%	8,8%	8,3%	8,26%	8,4%	15,1%	8,6%		8,8%	29,4%
	89,9%	97,3%	91,7%	91,70%	93,5%	70,5%	95,4%		97,3%	67,4%
Score moyen de diversité alimentaire des enfants de 6 à 59 mois:										
6-23 mois:	14%		ND	ND	ND		ND		ND	
24-59 mois:	34%	20%	ND	ND	ND		ND		ND	
		40%								
OUTCOME: la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables est améliorée au niveau des communes ciblées au sein des cercles de Nara, Kolokani et Banamba	Valeur de base 2017	Valeur cible finale 2021	Valeur cible 2018	Valeur obtenue 2018	Valeur cible 2019	Valeur obtenue 2019	Valeur cible 2020	Valeur obtenue 2020	Valeur cible 2021	Valeur obtenue 2021

Taux d'évolution des ménages en insécurité alimentaire	25,0%	18,0%	25,0%	ND	22,0%		20,0%		18,0%	
Taux d'évolution de la malnutrition chronique et aigüe :										
MC:	29%	24%	27%	ND	26%		25%		24%	
MAG:	24%	20%	22%	ND	20%		20%		20%	
Prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois (sévère, modérée)	7,8%	5,0%	6,8%	ND	5,8%		5,0%		5,0%	2,7%
Prévalence de la malnutrition chez les femmes en âge de procréer	95,4%	93,0%	95,4%	ND	94,0%		93,5%		93,0%	
OUTPUT 1: les capacités des acteurs institutionnels pour l'analyse, la planification et la coordination des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont renforcées au niveau régional et local	Valeur de base 2017	Valeur cible finale 2021	Valeur cible 2018	Valeur obtenue 2018	Valeur cible 2019	Valeur obtenue 2019	Valeur cible 2020	Valeur obtenue 2020	Valeur cible 2021	Valeur obtenue 2021
Nombre de plans communaux de sécurité alimentaire disponibles	0	5	2	1	2	5	3	5	5	5
Nombre de systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponses aux urgences (SCAP-RU) fonctionnelles	0	5	0	0	1	24	3	24	5	24
Nombre de comités locaux de suivi de la sécurité alimentaire fonctionnels	1	5	0	1	2	5	3	3	5	5
OUTPUT 2: Des investissements structurants sont réalisés par les collectivités territoriales pour améliorer la résilience des populations et favoriser la création d'emplois.	Valeur de base 2017	Valeur cible finale 2021	Valeur cible 2018	Valeur obtenue 2018	Valeur cible 2019	Valeur obtenue 2019	Valeur cible 2020	Valeur obtenue 2020	Valeur cible 2021	Valeur obtenue 2021